



Noisy-le-Sec, le 21 juin 2019

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Tel : 01 49 42 64 13
conseil.municipal@noisylesec.fr

Compte rendu

**conseil municipal
jeudi 13 juin 2019**

A 19 h 30

Salle des Mariages (Hôtel de ville)

L'an deux mille dix-neuf le jeudi 13 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 7 juin 2019, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Karine SUISSA (à partir de 20h29), Olivier DELEU (à partir de 19h58), Axelle ASIK (jusqu'à 23h53), Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS (à partir de 20h59), Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Patrick LASCOUX, Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 19h52), Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA (à partir de 20h02), Dulcinée AVRIL, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Guillaume SALOMON à Élisabeth LEFEUVRE
Samira BUYTENDORP à Maryvonne MOYA
Karine SUISSA à Karim HAMRANI jusqu'à 20h29
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 19h58
Axelle ASIK à Olivier DELEU à partir de 23h53
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarra BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Fadhil KORIMBOCUS à Souad TERKI jusqu'à 20h59
Anne DEO à Patrick LASCOUX
Gilles GARNIER à Pascale LABBE
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS
Jean-Paul LEFEBVRE jusqu'à 19h52
Ibrahim DIARRA jusqu'à 20h02

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

JEUDI 13 JUIN 2019

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19h46

I - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monsieur le Maire propose Mme Maryvonne MOYA en tant que secrétaire de séance.

Miloud GHERRAS, Jean-Paul LEFEBVRE, Ibrahim DIARRA ne prennent pas part au vote (absents)

UNANIMITÉ

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

III - APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 11 avril 2019 est soumis à l'approbation du conseil municipal.

Observation de Francis FLOUZAT : une erreur s'est glissée dans le décompte des voix de la délibération n° 7 concernant le groupe « Agir pour les noiséens » qui a émis 4 votes (et non pas 1).

La modification sera effectuée.

Miloud GHERRAS, Jean-Paul LEFEBVRE, Ibrahim DIARRA ne prennent pas part au vote (absents)

UNANIMITÉ

Le compte-rendu est approuvé

DÉCISIONS DU MAIRE

DM19_020	29/03/2019	Maintenance logiciel Ciril GRH, approbation du contrat signé avec la société CIRIL GROUP
DM19_021	08/04/2019	Sollicitation d'une subvention à la fédération française de football
DM19_022	19/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Loïc FROISSART et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition "Et si on vous accueillait pour un drôle de voyage? - un regard sur nos ateliers"
DM19_023	21/03/2019	Approbation de l'avenant à la convention de mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation situé sis 4 square Crainquebille - 93130 Noisy-le-Sec au profit de Monsieur Tarek LAKHRISSE
DM19_024	25/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Bastien MIGNON et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition "Et si on vous accueillait pour un drôle de voyage?"
DM19_025	08/04/2019	Approbation du contrat de collecte et/ou remise à domicile passé entre la Poste et la Ville
DM19_026	01/04/2019	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Tahereh Sorour DARABI et la Ville pour le Centre d'art contemporain, La Galerie
DM19_027	05/04/2019	Approbation de la convention dans le cadre d'une invitation à une commissaire d'exposition passée entre Barbara SIRIEUX et la Ville pour Le Centre d'art contemporain, La Galerie
DM19_028	28/03/2019	Approbation de la convention de partenariat passée entre l'association R22 Tout-Monde et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain
DM19_029	08/04/2019	Approbation du contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle passé entre le Théâtre des Bergeries, l'Association Artifices et la ville de Noisy-le-Sec
DM19_030	15/04/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour le Centre d'art contemporain, La Galerie (exposition : "Ruum minu ihu jaoks Une pièce pour mon corps Space for my body") Anu Poder avec la curatrice Barbara Sirieux
DM19_031	15/04/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Loïc FROISSART et la Ville pour le Centre d'art contemporain, La Galerie (exposition : "Ruum minu ihu jaoks Une pièce pour mon corps Space for my body") Anu Poder avec la curatrice Barbara Sirieux
DM19_032	14/05/2019	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2019 - travaux de mise en conformité accessibilité
DM19_033	14/05/2019	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2019 - mise en sécurisation du parc Huvier
DM19_034	15/05/2019	Sollicitation de la dotation politique de la ville 2019 - Cœur de Ville Phase 1

DM19_035	15/05/2019	Sollicitation de la dotation politique de la ville 2019 - Intérieurs et Extérieurs Micro Folie
DM19_036	14/05/2019	Sollicitation de la dotation politique de la ville 2019 - Mallettes numériques
DM19_037	15/05/2019	Sollicitation de la dotation DGD bibliothèques 2019 pour l'acquisition de mobiliers, livres, jeux et consommables destinés aux espaces bibliothèque - ludothèque et FabLab de la Micro-folie
DM19_038	20/05/2019	Sollicitation du soutien du fonds d'investissement métropolitain pour la sécurisation du site Huvier – Comblement des carrières
AV2_2014/4544	05/04/2019	Avenant 2 relatif au marché de nettoyage urbain marché notifié le 12/11/2014 et d'une durée totale de 5 ans. Le titulaire du marché est Ourry, sis ferme des fusées à Champdeuil (77390). Il s'agit d'un marché à prix mixtes. Le montant initial du marché pour le prix global et forfaitaire est de 1 391 510 € H.T. . Pour la partie à bons de commande le minimum est de 20 commandes annuelles et il n'est pas fixé de maximum. L'objet de l'avenant concerne l'intégration et le retrait de sites faisant l'objet du marché ainsi que des prestations supplémentaires. le montant de l'avenant est de 260 400,00 € et le pourcentage d'écart introduit par l'avenant est de 18,71 %
AV1_2017_4606	12/04/2019	Appel d'offres 2017/4606 - Achat de fournitures administratives - lot 1 : papier de reprographie et d'impression - papier permanent durée du marché : 4 ans - accord-cadre à bons de commande avec minimum de 10 000 € H.T. et maximum de 80 000 € H.T. annuel. Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 4.2 du cahier des clauses administratives particulières relative aux modalités de variation des prix. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché. titulaire du marché : Antalis France sis ZA Paris Sud - Logistis -2, avenue des accords de Schengen à Tigery (91250)
AV2_2018_4667	17/04/2019	Appel d'offres 2018/4667 Impression du magazine municipal et distribution d'outils municipaux - lot 2 : distribution d'outils municipaux d'information à la population - avenant 2 - objet de l'avenant : ajout de ligne au BPU pour la distribution ciblée. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché. Durée du marché : 4 ans. Montant initial du marché : minimum de 10 000 € H.T. et maximum de 40 000 € H.T. annuel . Titulaire : Champar sas sis 12 avenue des Morillons - ZI des Doucettes (95140) Garges-lès-Gonesse
2019_4663	13/05/2019	Impression de documents et autres supports de communication de la ville de Noisy-le-Sec et du théâtre des Bergeries - lot 1 : impression de documents de communication notifié le 13 mai 2019 pour un montant compris entre un minimum annuel de 10 000 € HT et un montant maximum de 100 000 € H.T. le titulaire du marché est l'imprimerie RAS sise 6 avenue des Tissonvilliers à Villiers Le Bel (95400) la durée du marché est de 48 mois
2019_4663	13/05/2019	Appel d'offres 2019/4663 Impression de documents et autres supports de communication de la ville de Noisy-le-Sec et du théâtre des Bergeries – lot 2 : fabrication de supports de signalétiques et d'exposition notifié le 13 mai 2019 pour un montant compris entre un minimum annuel de 2 000 € H.T. et un maximum annuel de 35 000 € H.T. le titulaire du marché est la société Demaille sise 33 Quai Jean Baptiste Clément à Alfortville (94140) la durée du marché est de 48 mois
MAPA 2018/4657	29/04/2019	"Fourniture de 3 véhicules neufs en location longue durée sans chauffeur pour la police municipale" notifié le 29/04/2019. durée du marché : 4 ans montant du marché : loyer mensuel pour 3 véhicules : 2013,20 € TTC - titulaire du marché : Agir Cargo 61 Rue Antoine Primat à Villeurbanne (69100)

MD19 03	14/04/2019	Procédure adaptée MD19 03 "Elaboration d'une étude d'opportunité d'une opération de relocalisation du marché et d'un programme immobilier rue Damoiselet à Noisy-le-Sec notifié le 14/04/2019 pour un montant global et forfaitaire de 24 375,00 € H.T. durée du marché : 4 semaines - titulaire du marché : Atelier Choiseul 67 Rue Sainte Anne à Paris (75002)
2018/4645	14/05/2019	Avenant 1 au marché "Missions de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics des pourtours des équipements culturels-cœur de ville- Place des Cités Unies et portion de la rue St Denis - rue Bouquet - rue du 19 mars 1962 (titulaire du marché : Praxys sis 155 rue de Belleville à Paris 75019). L'avenant a pour objet des prestations supplémentaires et la modification de la composition du groupement. L'avenant à une incidence financière. Le cumul des prestations supplémentaires s'élève à 23 600 € H.T. ce qui représente une plus value de 16,65 % par rapport au forfait provisoire de rémunération.

NOTICES - PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS

1 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT RELATIVE AU FONDS DE COMPENSATION DES CHARGES TERRITORIALES

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L. 5219-5 du Code général des collectivités territoriales, il est institué au profit de chaque établissement public territorial un fonds de compensation des charges territoriales destiné à leur financement.

Il est composé de plusieurs fractions :

- Une première fraction, composée elle-même de deux parts :
 - La première part, dite « fiscale », essentiellement assise sur la fiscalité des ménages préalablement perçue par la Communauté d'Agglomération
 - Une deuxième part, dite « équilibre » ayant pour objectif de tenir compte du besoin de financement de l'EPT
- Une seconde fraction dite « transfert », correspondant aux montants des transferts de charges évalués par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Territoriales (CLECT)

La CLECT instituée entre l'Établissement Public Territorial Est Ensemble et ses communes membres réunie le 3 avril 2019 a approuvé le rapport relatif au Fonds de Compensation des Charges Territoriales (FCCT).

Le montant total du FCCT 2019 de la ville de Noisy-le-Sec s'établit à 11 355 721 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver ce rapport.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5219-5 X, L 5211-5 et L 5211-17,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le Code général des impôts, notamment les articles 1379-0 bis I et 1609 nonies C,

Vu le rapport de la CLECT adopté le 3 avril 2019 sur l'évaluation du Fonds de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) à l'EPT Est Ensemble par les communes membres,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Adopte le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Territoriales relatif à l'évaluation du montant du Fonds de Compensation des Charges Territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	2	PATRICK LASCOUX, ANNE DEO
POUR :	40	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », Corinne BORD, Pascale LABBE, Gilles GARNIER, Christiane DEL POZO, Olivier SARRABEYROUSE

La délibération est adoptée

2 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2018

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le compte de gestion du budget principal de la commune, établi par le comptable public et transmis à la collectivité, retrace les opérations en dépenses et en recettes de l'exercice 2018. Il doit être mis en concordance avec le compte administratif.

Il s'établit comme suit :

	SECTION		TOTAL
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	
RECETTES	24 055 512,94	75 917 792,95	99 973 305,89
DEPENSES	28 360 286,43	66 184 104,76	94 544 391,19
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 304 773,49	9 733 688,19	5 428 914,70

SECTIONS	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (2017)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT (2018)	RESULTAT DE L'EXERCICE (2018)	RESULTAT DE CLOTURE (2018)
INVESTISSEMENT	-5 427 009,59	0	-4 304 773,49	-9 731 783,08
FONCTIONNEMENT	12 864 934,58	5 590 653,27	9 733 688,19	17 007 969,50
TOTAL	7 437 924,99	5 590 653,27	5 428 914,70	7 276 186,42

Conformément à l'article L 2121-31 du Code général des collectivités territoriales, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le compte de gestion du budget principal de la Ville pour l'exercice 2018.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L 2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif de la commune de l'exercice 2018, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Vu le compte de gestion établi par le comptable pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Considérant la concordance entre le compte administratif de l'exercice 2018 et le compte de gestion du même exercice,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le compte de gestion de l'exercice 2018, présenté par le receveur municipal de Noisy-le-Sec, visé et certifié conforme par l'ordonnateur.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD

La délibération est adoptée

3 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF - EXERCICE 2018

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Monsieur le Maire propose Jean Thary en tant que président de séance pour cette délibération.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

SOMMAIRE

- I. LA DETERMINATION DU RESULTAT**
- II. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS**
- III. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**
- IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

I. DETERMINATION DU RESULTAT

Le compte administratif rend compte de la gestion de l'ordonnateur et constate les résultats comptables.

C'est un document de synthèse qui possède la même architecture que le budget primitif ; il est obligatoire et obéit aux mêmes principes d'annualité, d'unité et de sincérité.

Par opposition au budget primitif, le compte administratif a principalement pour fonction de rapprocher les prévisions inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes durant l'exercice budgétaire.

Le compte administratif de l'exercice 2018 retrace l'exécution des décisions budgétaires prévues lors du budget primitif 2018 voté le 8 février 2018 et des décisions modificatives n°1 du 27 septembre 2018 et n° 2 du 19 décembre 2018.

Le compte administratif totalise en mouvements budgétaires, toutes sections confondues, 99 971 400,78 euros en dépenses contre 107 247 587,20 euros en recettes. Le solde fait apparaître un **excédent** de **7 276 186,42** euros.

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend le résultat des **restes à réaliser** (recettes et dépenses engagées sur 2018 non finalisées et reportées sur 2019), dont le solde s'élève pour 2018 à - **4 024 152,29** euros.

Le résultat final du compte administratif 2018 de la Ville, après intégration des restes à réaliser, est donc un excédent de 3 252 034,13 euros.

1) Section d'investissement

Recettes :	24 055 512,94 €
Dépenses :	<u>28 360 286,43 €</u>
Le solde fait donc apparaître un déficit d'investissement de :	- 4 304 773,49 €
Cette section comprend également la reprise du déficit antérieur :	<u>- 5 427 009,59€</u>
La section d'investissement présente un déficit de :	- 9 731 783,08 €

2) Section de fonctionnement

Recettes :	75 917 792,95 €
Dépenses :	<u>66 184 104,76 €</u>

Le solde fait apparaître un excédent de fonctionnement de :	9 733 688,19 €
Affectation de la reprise de l'excédent antérieur :	+ 7 274 281,31 €
La section de fonctionnement présente un excédent de :	17 007 969,50 €

3) Résultat de clôture

Le résultat de clôture est constitué du total des deux sections présentées ci-dessus :

Le déficit d'investissement de :	- 9 731 783,08 €
L'excédent de fonctionnement de :	+ 17 007 969,50 €

Le solde fait apparaître un **excédent** de **7 276 186,42 euros** correspondant au résultat du compte de gestion présenté précédemment.

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend les restes à réaliser :

Recettes d'investissement reportées	:	1 097 904,80 €
Dépenses d'investissement reportées	:	5 122 057,09 €
Le solde des restes à réaliser est de	:	- 4 024 152,29 €

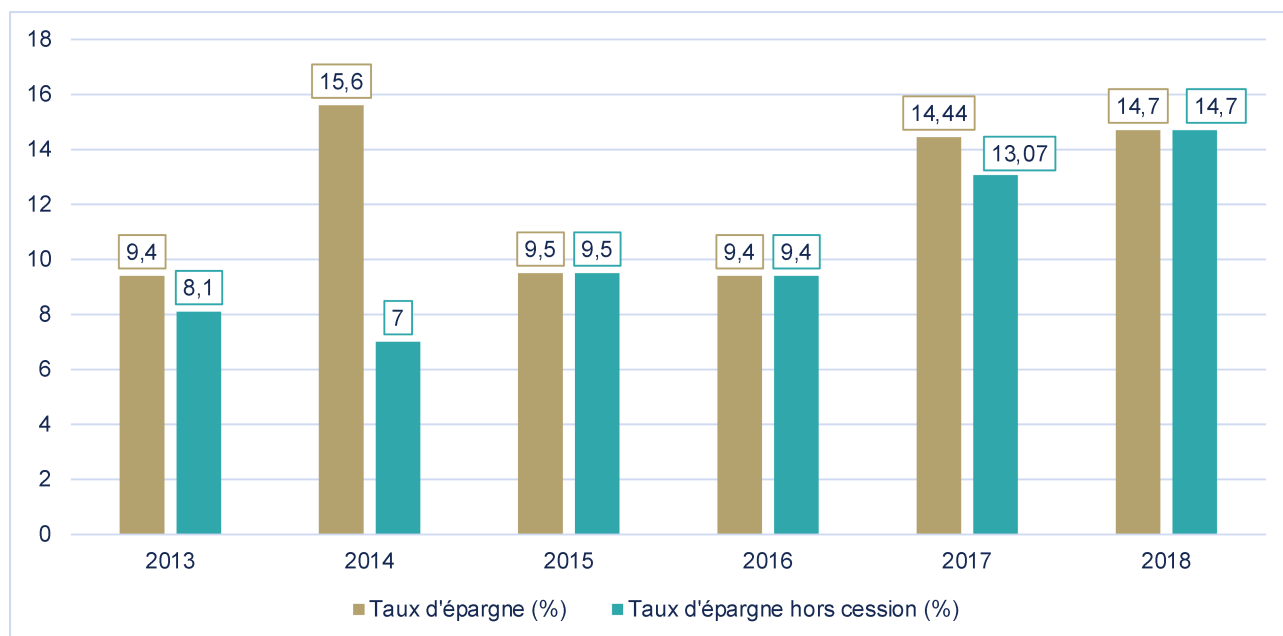
Le résultat du compte administratif, après intégration des restes à réaliser, est donc un excédent de **3 252 034,13 €** (7 276 186,42 – 4 024 152,29).

II. LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

Le compte administratif 2018 a été étudié selon deux approches : les **taux d'épargne** et l'**endettement**, avec une analyse rétrospective sur la période 2013-2018.

1) Taux d'épargne

Il indique la capacité de la ville de Noisy-le-Sec à dégager de l'autofinancement pour la couverture du remboursement de la dette en capital et le financement d'une partie de ses investissements. Le taux d'épargne s'est à nouveau amélioré en 2018.



Le compte administratif 2018 présente effectivement :

- Une très bonne réalisation des recettes de gestion sur les principaux postes (101% d'exécution du budget).
- Une économie conséquente de 1 350 K€ sur les charges de gestion par rapport au prévu, dont 411 K€ sur les charges à caractère général (011), 695 K€ sur les charges de personnel (-6,6%) et 244 K€ sur les autres charges de gestion courante (65).
- Une économie (- 83 K€ par rapport aux prévisions), obtenue sur les frais financiers, due aux effets cumulés :
 - des taux d'intérêts sur les marchés financiers encore très bas observés en 2018,
 - de la gestion de notre trésorerie au plus près de nos besoins,
 - du remboursement anticipé d'un emprunt en début d'année (environ 67 K€ d'économies)

Dans un contexte contraint, les services ont su opérer une gestion rigoureuse.

2) L'endettement

La situation de la Ville au regard de l'endettement peut être résumée par le tableau suivant :

Dettes (31/12/N)	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Endettement (en k€)	69 708	79 240	77 303	79 003	79 877	78 970
Ratios d'endettement						
Endettement en € / hab	1 745	1 960	1 916	1 910	1 868	1 850
Annuité						
Annuité en k€	6 547	6 477	6 842	7 332	9 235	11 349
Annuité / recettes de fonctionnement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2

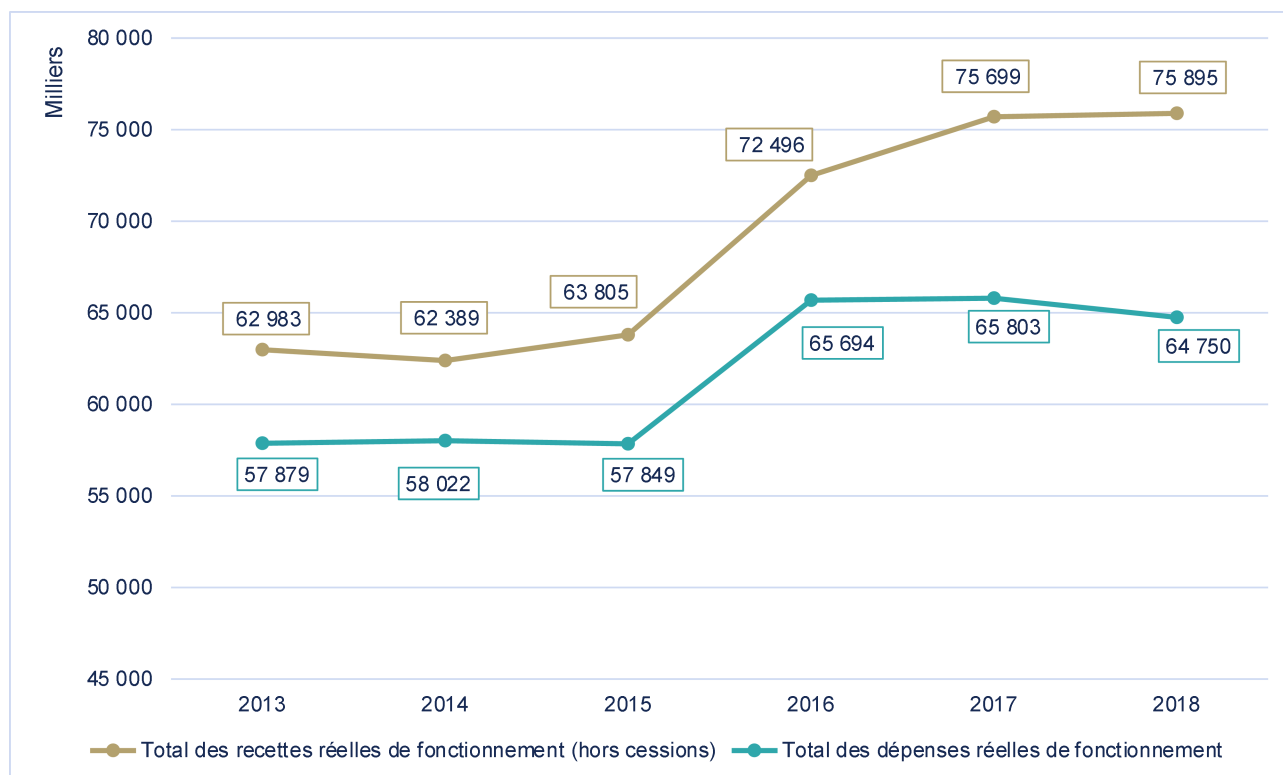
L'encours de la dette au 31 décembre 2018 s'élève à 78 970 K€ d'euros.

Le BP 2018 prévoyait l'inscription de 8,4 M€ d'emprunt nouveau.

Au final, le montant de l'emprunt 2018 encaissé s'est élevé à 8,1 M€. Ce montant est à mettre en parallèle avec d'importantes dépenses d'investissement réalisées, soit 18,7 M€ de dépenses d'équipement en 2018 concernant notamment la poursuite des travaux de restructuration du groupe scolaire Jean Renoir, les travaux d'aménagement de voirie, les travaux dans les bâtiments communaux et bâtiments scolaires...

III. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

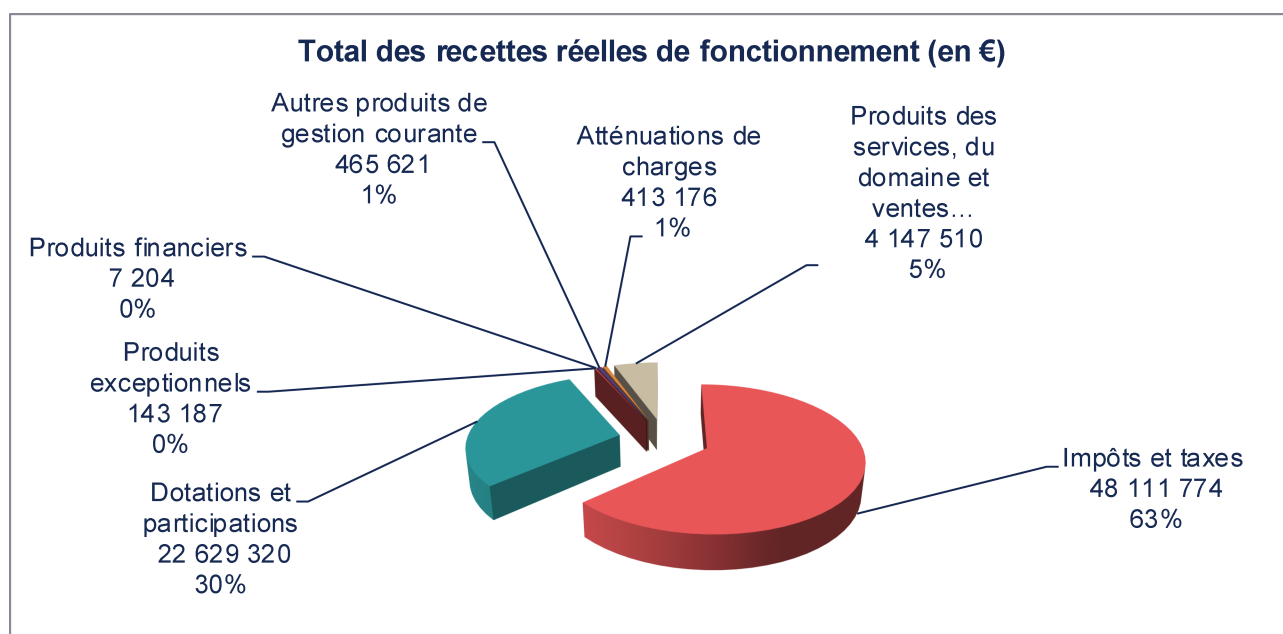
Evolution globale de la section de fonctionnement :



1) Les recettes de fonctionnement

Le graphique présenté ci-dessus présente l'évolution des dépenses et recettes réelles.

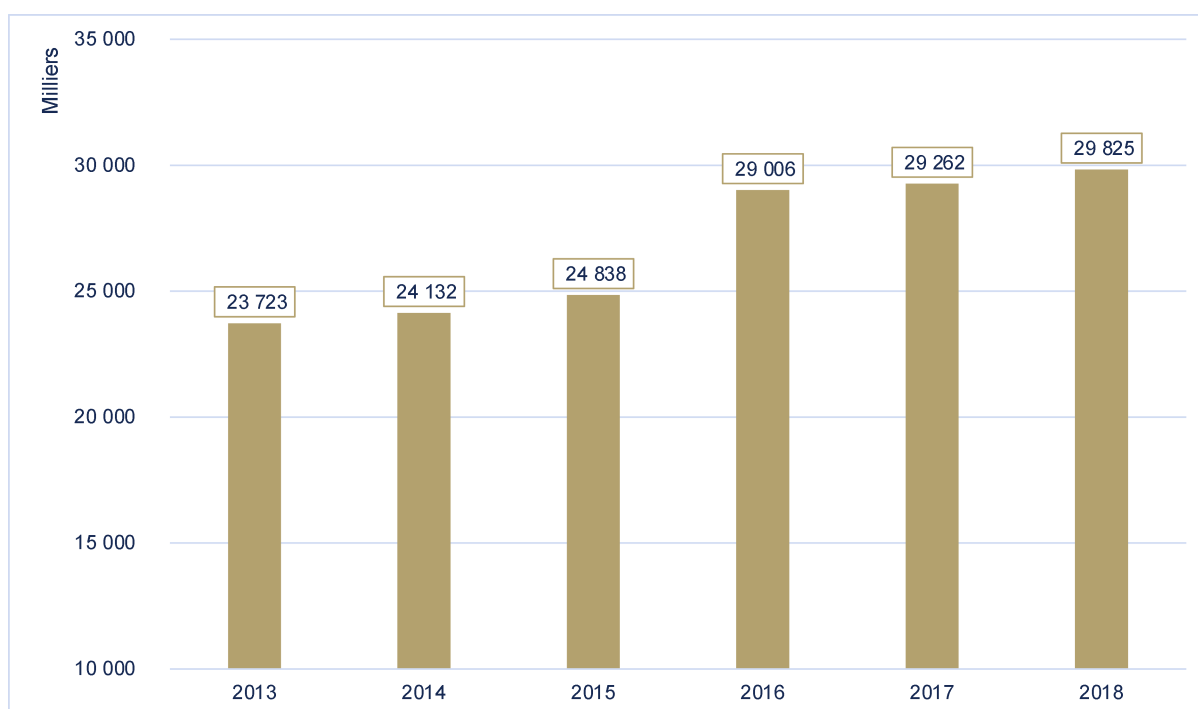
Elles se répartissent de la façon suivante :



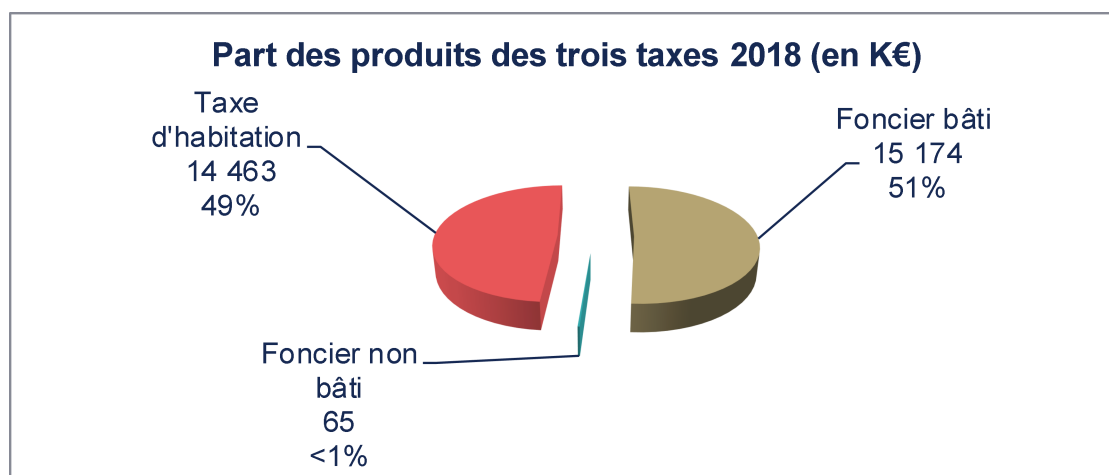
• 73 – Impôts et taxes

En 2018, le chapitre 73 impôts et taxes représente 63 % des recettes réelles de fonctionnement et augmente de 2,03 % par rapport à 2017 (+ 955 K€).

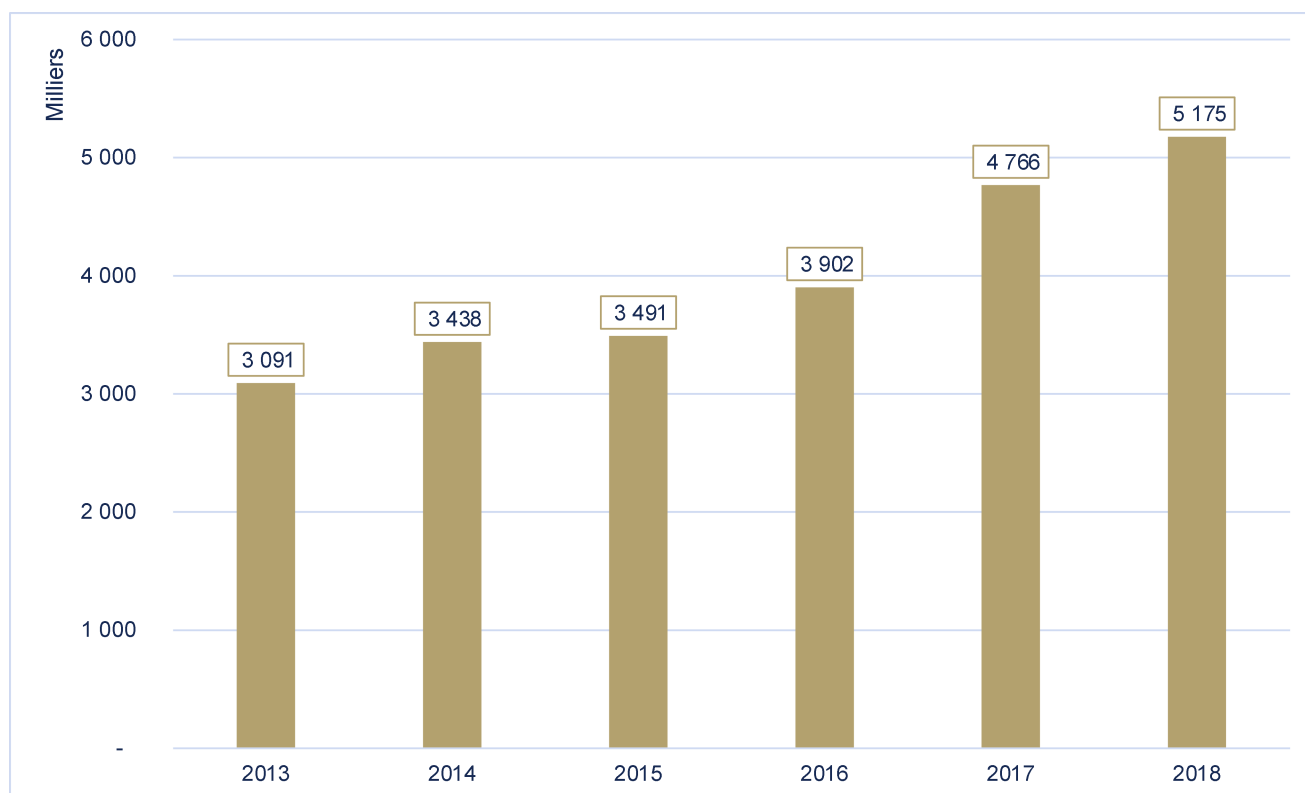
Les recettes fiscales, principal poste de ce chapitre (62 %), sont constituées du produit des 3 taxes. Ce poste atteint 29 825 498 € en 2018, et augmente de 598 K€ (soit 2,05 %) par rapport à 2017.



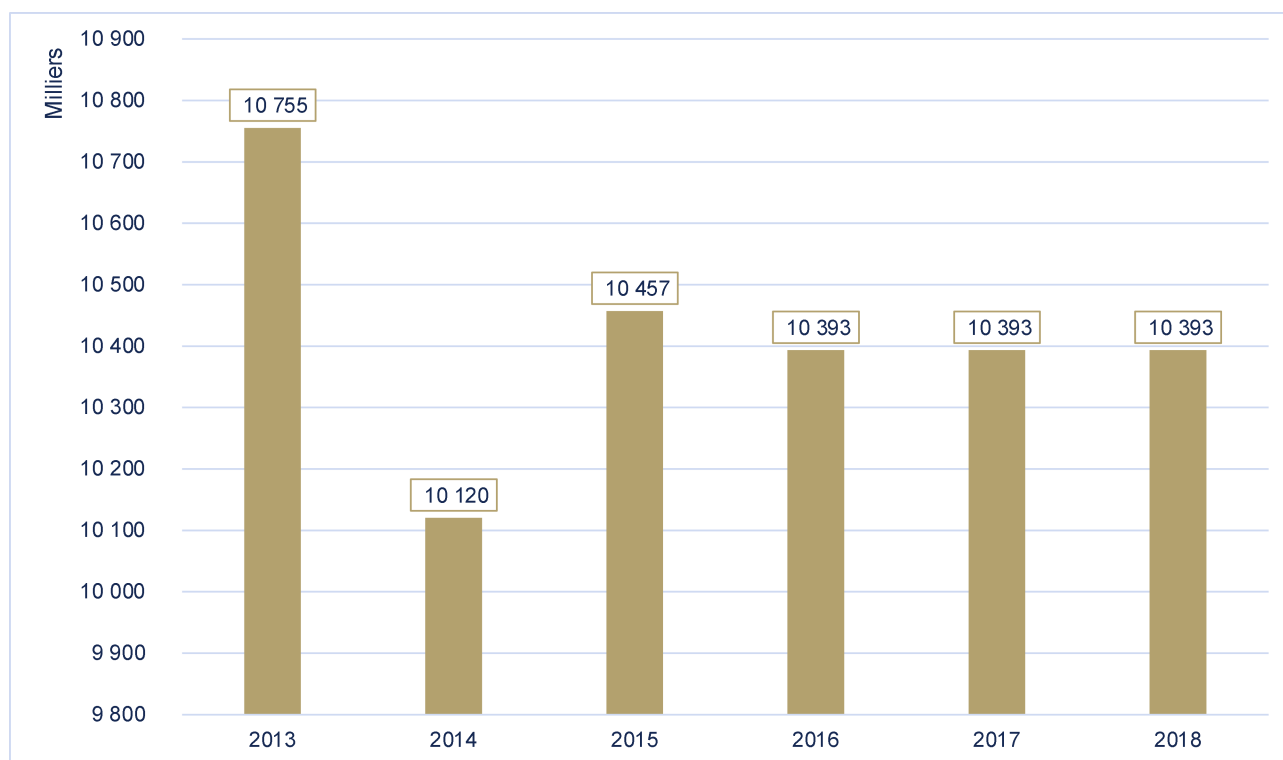
La répartition en 2018 de chacune des trois taxes sur le montant total du produit fiscal est la suivante :



Fonds de solidarité de la Région Ile-de-France (FSRIF) :



Evolution de l'Attribution de Compensation :



Le montant de l'allocation de compensation est révisé tous les ans en fonction de l'évaluation des charges transférées. Celle-ci est dorénavant, depuis le 1^{er} janvier 2016, versée par la Métropole du Grand Paris.

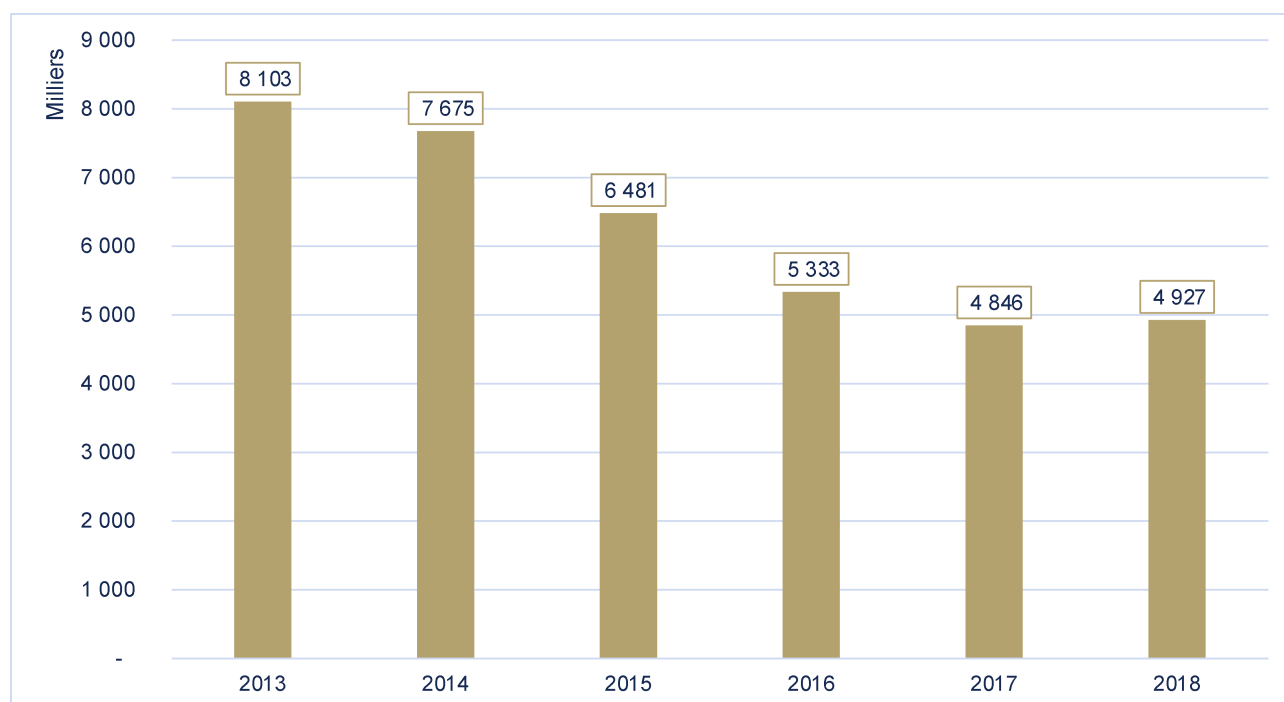
- **74 – Dotations et participations**

En 2018, le chapitre 74 dotations et participations représente 30 % des recettes réelles de fonctionnement.

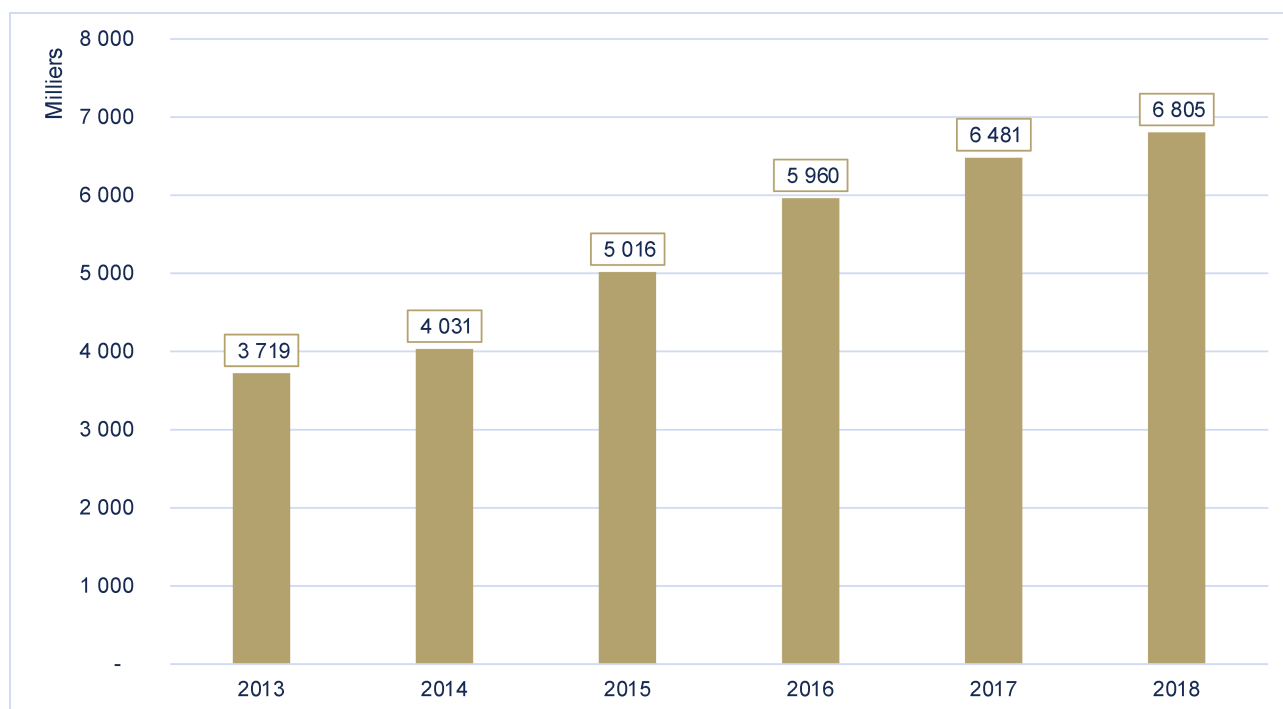
Ce chapitre budgétaire retrace les encaissements reçus par la Ville au titre des dotations de l'Etat et des subventions de nos partenaires institutionnels (Conseil Régional, Conseil Départemental et CAF notamment).

a) Concernant les Dotations d'Etat :

La **DGF** (Dotation Globale de Fonctionnement) a augmenté de 1,67 % en 2018 (+ 81 K€) par rapport à 2017 grâce au dynamisme de la population (+91 048 € contre 10 057 € d'écurement):

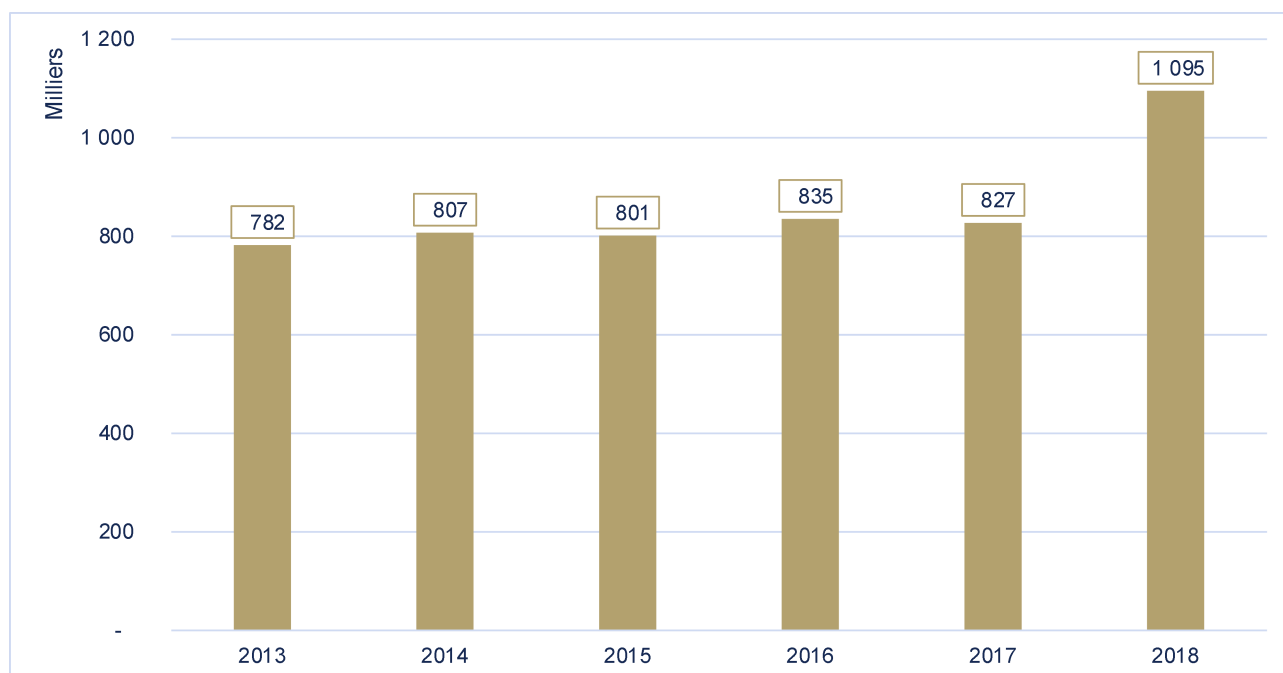


La **DSU** (Dotation de Solidarité Urbaine) a augmenté en 2018 (+ 324 K€ soit + 5 %) :



La **Dotation de compensation de groupements de communes** est de 4 216 762 €. Ce montant correspond à la première fraction de FCCT (hors fiscalité) et concerne la DCP (Dotation Compensation Part salaire). Cette somme est reversée à l'EPT Est Ensemble.

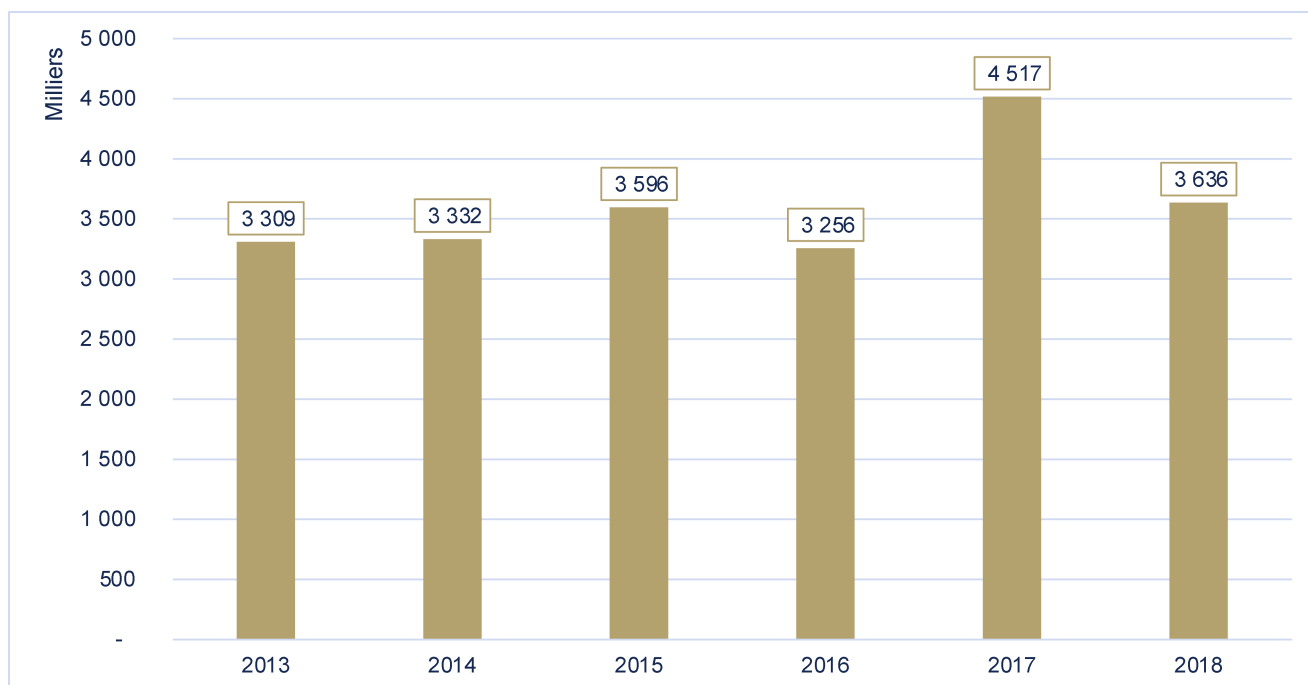
La **DNP** (Dotation Nationale de Péréquation) a augmenté de 32,39 % en 2018 par rapport à 2017 (soit + 268 K€) en raison notamment du niveau du potentiel financier de la Ville par rapport à la strate de référence.



b) Subventions encaissées en 2018

Il convient de souligner ici qu'en matière de subventions de fonctionnement, cette année 2018 est satisfaisante avec un montant total de 3 636 K€ soit une exécution de 102% par rapport aux prévisions. Elles se répartissent comme suit:

- Etat - Autres organismes (CAF, ACSE...) : 3 101 792 €
- Région : 39 000 €
- Conseil Départemental : 492 124 €
- Autres Organismes (FIPHFP...) : 3 000 €

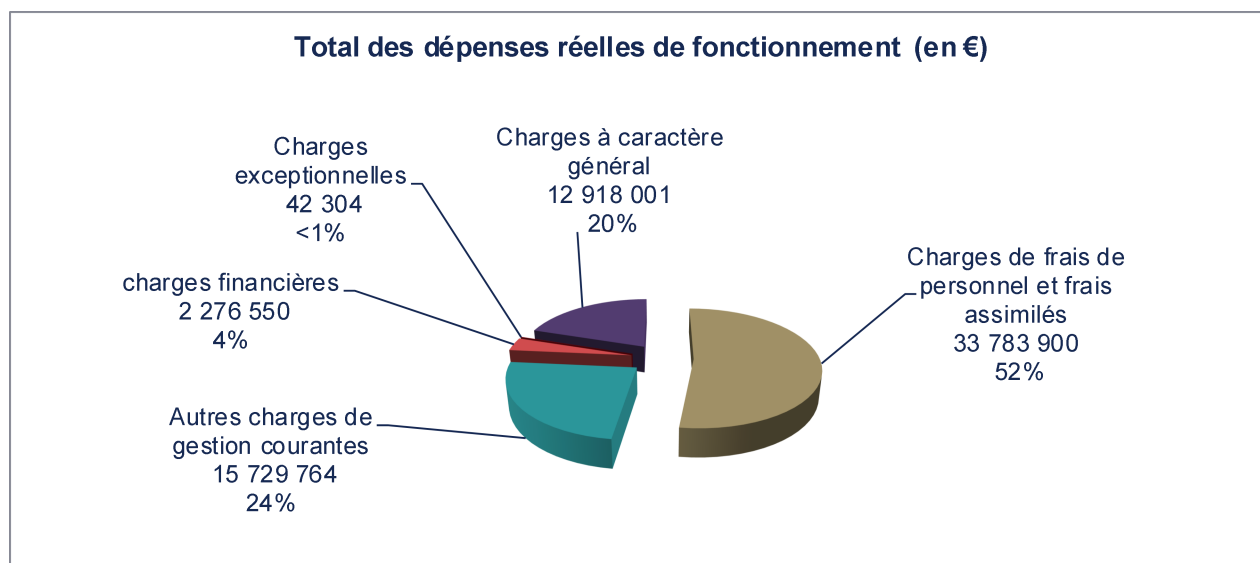


On notera toutefois une baisse de 19,5% par rapport à 2017 en raison du retour au rythme scolaire à 4 jours qui a entraîné la fin de l'aide du fonds d'amorçage octroyé par l'Etat.

2) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement 2018 ont diminué de 1,60% par rapport à l'année 2017 (- 1 053K€).

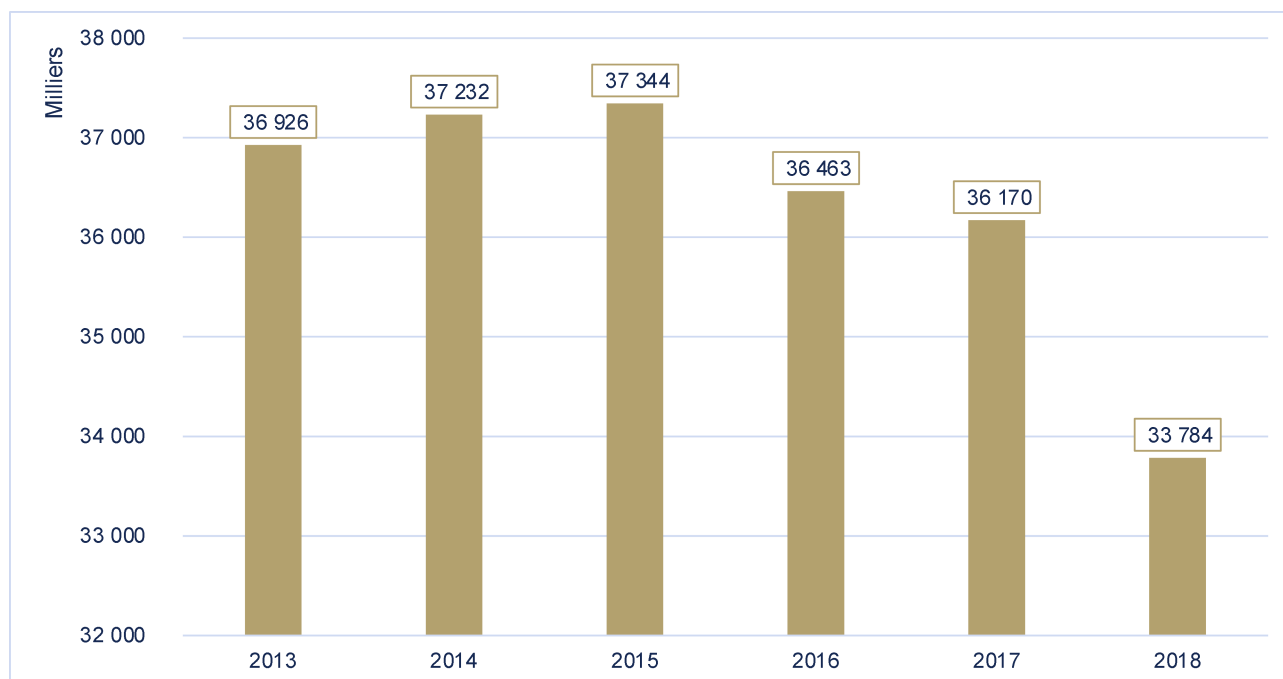
Elles se répartissent de la façon suivante :



- **012 – Charges de personnel**

Pour rappel les dépenses de personnel prévues en 2018 (BP et DM) étaient de 34 479 044 €. Le montant réalisé de 33 783 900,32 € représente donc un taux d'exécution de 97,98 %.

Ce poste représente 52,18 % des dépenses réelles de fonctionnement.(DP/DRF)



	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Charges de personnel et frais assimilés	36 926 100	37 231 727	37 344 017	36 462 932	36 169 904	33 783 900
Evolution N/N-1 (en K€)		305 627	112 290	- 881 085	- 293 027	- 2 386 004
% N/N-1		0,83%	0,30%	-2,36%	-0,80%	-6,60%

En 2018, le chapitre 012 charges de personnel a diminué de 6,60 % par rapport à l'année 2017.

Le pourcentage d'évolution annuelle de la masse salariale entre les deux derniers exercices est donc toujours contenu et même négatif. Il est en outre toujours inférieur à celui constaté pour l'ensemble des collectivités territoriales (taux moyen de croissance annuelle : +3% pour l'ensemble des APUL – administrations publiques locales-, *base rapport de la cour des comptes sur les finances locales d'octobre 2016 page 160*).

Si cette maîtrise permet à nouveau de pondérer le ratio financier majeur DP/DRF (ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement), il convient à la fois d'identifier les écarts entre prévisions et réalisations, mais aussi d'objectiver ceux-ci sans interprétation erronée, en les mettant en perspective avec les actions qui ont permis cette maîtrise de la masse salariale.

En effet, cette double analyse permet d'affiner les prévisions sur les exercices suivants, et donc les nécessités de crédits correspondants, afin de répondre aux orientations stratégiques en matière de gestion des ressources humaines et de juste maîtrise des effectifs. Il convient également de noter que les options d'orientations prises et chiffrées au moment de l'élaboration budgétaire peuvent en cours d'année évoluer, ce qui peut impacter l'exécution. En effet les prévisions se font avec les effectifs théoriques à pourvoir selon le plan de recrutement, sans connaître pour autant les départs qui auront lieu en cours d'année, et dont les recrutements peuvent être longs et/ou complexes.

Pour permettre cette évolution à la baisse sur l'exercice écoulé, avec une « neutralisation » de la hausse naturelle du chapitre 012, la collectivité a, par ailleurs, maintenu ses efforts en conduisant différents

projets en matière de développement des ressources humaines. Ces actions, permettent, d'une part, de pondérer l'effet du GVT (glissement vieillesse technicité), et, d'autre part, de minimiser l'impact des mesures réglementaires décidées au niveau national, dont les conséquences financières sur les charges des collectivités locales sont importantes.

Ces actions ont été notamment les suivantes :

- Un plan de recrutement annuel avec une projection pluriannuelle, qui sur l'exercice écoulé a impacté à la baisse les dépenses prévues par une interrogation systématique des recrutements et remplacements de sortants. L'identification des passerelles entre les postes, et une impulsion forte des dispositifs d'accompagnement à la mobilité et au reclassement ont également permis de favoriser la mobilité et la pondération juste des recrutements externes, en équilibrant les deux. A noter cependant un écart entre les prévisions et les réalisations, dû à deux paramètres :
 - un nombre important (et non connu au moment de l'élaboration budgétaire) de départs en retraite et de mouvements de personnels sur l'exercice 2018 (14 départs). Il est toujours difficile de prévoir précisément ceux-ci, car les agents ont 6 mois pour faire valoir leurs droits à retraite sans que la collectivité puisse anticiper car au cas par cas ils peuvent choisir de rester (sans dépasser l'âge légal) pour partir à taux plein. Les évolutions législatives et les incertitudes associées en terme de maintien des régimes spéciaux favorisent en outre des demandes croissantes de simulation de pension et de demandes de départs à la retraite.
 - un nombre de départs supérieurs aux entrées sur les emplois permanents (85 sorties et 63 arrivées externes, hors mobilités internes), liés notamment aux spécificités des profils de poste, et aux délais de recrutement, parfois importants en fonction de la technicité du poste. Il est difficile de recruter sur certains secteurs où les métiers sont en tension (c'est le cas notamment dans la petite enfance, de l'enfance, mais aussi des postes informatiques, juridiques, et de certains postes techniques). En outre le recrutement en interne visant à favoriser la mobilité des agents inscrits dans cette démarche a engendré mécaniquement une baisse des nouvelles entrées externes. Enfin l'effet dit de Noria (variation des salaires entre entrées et sorties, suite à départs en retraite notamment) a également été significatif sur la période.
- La réorganisation de l'administration, la qualité du service public rendu est de permettre une cohérence géographique dans la répartition des services. La réorganisation de la DASEPE liée à la réforme des rythmes scolaires a également impacté le nombre de recrutements sur ce secteur sur l'année 2018, avec des difficultés de prévisions en anticipation, eu égard aux incertitudes liées aux modes de garde envisagés par les parents suite à cette réforme mais aussi aux difficultés conjoncturelles à recruter et à fidéliser dans le secteur de l'enfance sur le territoire.
- La maîtrise des heures supplémentaires, astreintes et remplacements, ayant impliqué une réflexion sur le temps et l'organisation du travail conduite par l'ensemble des directions.
- La prévention de l'absentéisme, engagé notamment via la mise en œuvre des actions découlant de l'accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail signé en 2016 avec les représentants du personnel, associant l'encadrement et l'ensemble des acteurs de la prévention. Les actions menées, notamment sur la prévention des accidents de service, ont permis de travailler en profondeur et durablement sur ce type d'absentéisme. Enfin la mise en place effective de la modulation du régime indemnitaire en cas d'absence prolongée pour raison de santé, et la remise en place à l'échelle nationale de la journée de carence, ont également eu un impact significatif sur la masse salariale de 2018, impact qu'il était difficile d'estimer au moment de la préparation budgétaire.

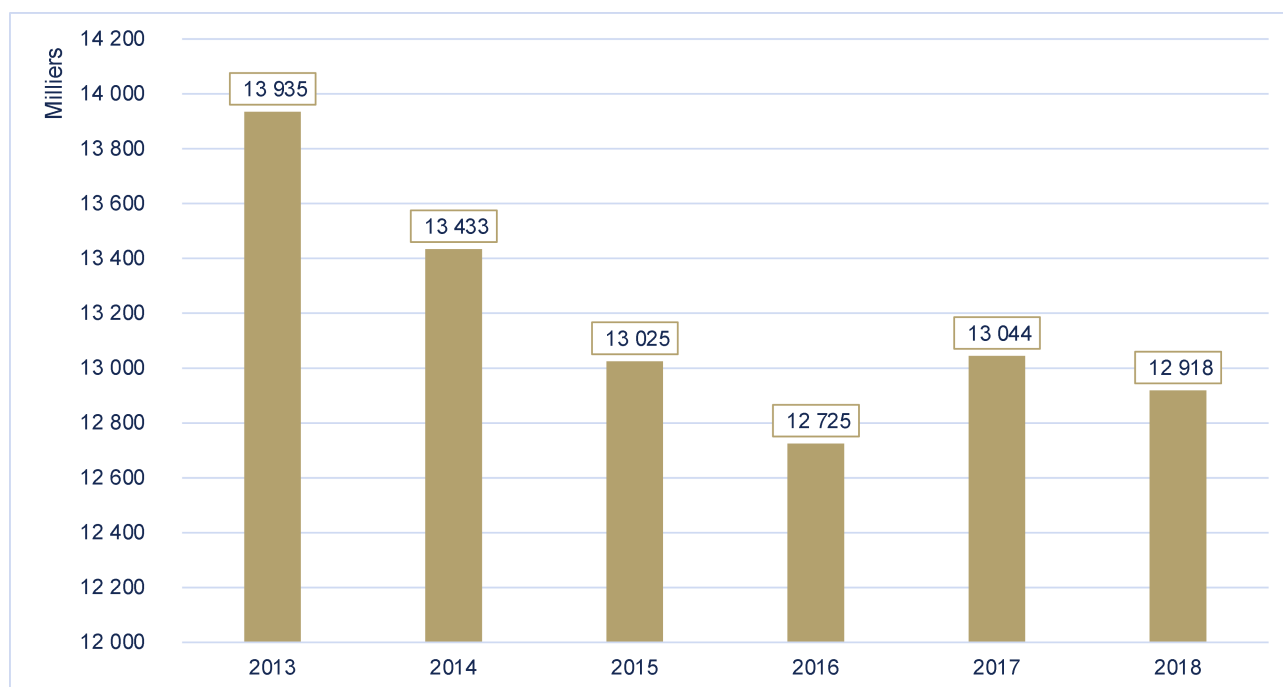
Au global l'écart entre prévisions et réalisations annuelles correspond in fine sur ce chapitre 012 à environ la moitié d'un mois de dépenses mensuelles moyennes allouées au chapitre 012 (1 795 144).

Cette exécution budgétaire a donc encore une fois été réalisée dans la continuité d'une politique de gestion des ressources humaines rigoureuse, impliquant l'ensemble des services. La stabilisation des réorganisations et les actions engagées en matière de prévention et de lutte contre l'absentéisme, mieux connues à ce stade, doivent permettre en 2019 de maintenir ces objectifs de maîtrise.

• **011 – Charges à caractère général**

En 2018, les charges à caractère général (chapitre 011) ont représenté 19,95 % des dépenses réelles de fonctionnement et ont diminué de 0,97% par rapport à 2017 (soit - 126 K€). Ce poste dégage une

économie de 411 K€ par rapport au prévisionnel, ce qui représente une exécution du budget à hauteur de 96,92%.



Les principales dépenses du chapitre 011 sont les suivantes:

- 2 664 K€ dédiés à l'alimentation (2 671 K€ en 2017),
- 1 822 K€ d'entretien des voiries et réseaux (1 790 K€ en 2017),
- 1 804 K€ relatifs aux fluides (1 836 K€ en 2017),
- 949 K€ de frais liés à la maintenance (999 K€ en 2017),
- 906 K€ d'achats de prestations de services (773 K€ en 2017),
- 611 K€ d'achat de fournitures non stockées (599 K€ en 2017),
- 473 K€ relatifs aux frais de nettoyage des locaux (522 K€ en 2017),
- 338 K€ relatifs aux frais de fêtes et cérémonies (314 K€ en 2017)
- 310 K€ de primes d'assurances (293 K€ en 2017),

Ressources Humaines :

BP : 295 500

CA: 251 598 (dont formation 118 572 et recrutement 31 879)

La mise en place de dispositifs d'accompagnement des parcours professionnels en interne (évaluation des savoirs de base, conseils en orientation professionnelle...) a permis d'accompagner et de suivre les agents en situation de mobilité volontaire ou pour raison de santé. Les outils d'accompagnement des agents, en lien avec les services santé et formation de la DRH, permettent de ne pas recourir, sauf cas particulier, aux prestations externes facturables par le CIG ou tout autre intervenant.

Enfin la réalisation des objectifs et actions prévues et provisionnés en matière de formation professionnelle a permis aux agents d'être accompagnés dans leur démarche d'évolution de carrière au sein de la Ville, et ce notamment afin de privilégier la mobilité en interne, et de développer leurs compétences sur leur emploi. Le budget formation a été exécuté à 79%, et ce malgré les difficultés à mettre en œuvre les formations hors CNFPT, en hausse du fait du désengagement de celui-ci sur de nombreux modules métiers, notamment sur les habilitations, formations bureautiques, et formations liées à la sécurité. La collectivité a dû également faire face à la nécessité de mettre en œuvre les formations devenues à distance imposées par le CNFPT, ce qui implique matériel, logistique et charge de travail supplémentaire pour le service gestionnaire, et un suivi étroit des personnes en formation sur site.

Les dépenses d'expertises médicales effectuées en 2018 sont toujours maîtrisées, ce qui est dû notamment à une prise en charge plus régulière de ces expertises par l'assurance du personnel lorsqu'il s'agit d'accidents ou de maladie professionnelles, et aux actions engagées dans le cadre de l'accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail négocié et signé avec la CFDT en 2016.

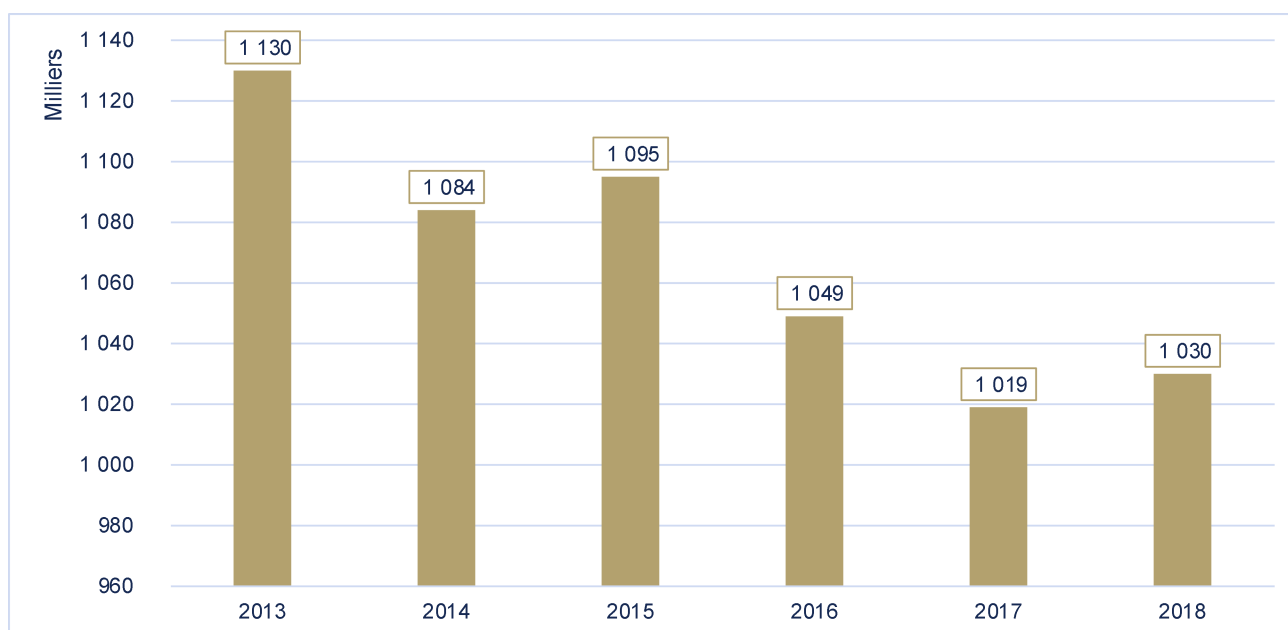
Le budget exécuté sur le recrutement est important car il y a eu au cours de l'année 2018 un nombre important de recrutements à haut niveau de responsabilité impliquant des annonces sur des supports presse spécialisés payants, et coûteux, ainsi que l'appel à un cabinet de recrutement pour un poste nécessitant une expertise externe d'approche directe.

- **65 – Autres charges de gestion courante**

Les dépenses comptabilisées au sein de ce chapitre 65 comprennent entre autres les dépenses obligatoires, les participations, et les subventions.

Il représente 24,29 % des dépenses réelles de fonctionnement et augmente de 2 208 K€ par rapport à 2017 (soit + 16,33%) suite au transfert de la médiathèque (+1,9 M€).

Enfin, le poste des **subventions aux associations** s'élève à 1 030K€ en 2018.



Ressources humaines :

BP : 526 650 (dont formation élus 20 000)

CA : 508 843 (dont formation élus 8 883)

L'écart, toutefois peu significatif sur le budget (hors formation) s'explique par la non consommation du budget prévu en matière de frais de mission ,et par un écart de prévision sur la CAREL, retraite complémentaire à l'initiative des élus, donc difficile à prévoir car ils peuvent adhérer en cours d'année.

L'écart d'exécution est en revanche toujours important sur la formation, qui est à la seule initiative des élus. Peu de demandes de formation élus ont été enregistrées et donc peu d'actions réalisées. Il est rappelé que ce budget annuel à provisionner est obligatoire, et qu'il avait été adopté en début de mandature.

- **66 – Charges financières**

En 2018, les charges financières (chapitre 66) représentent 3,52 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles s'élèvent à 2 277 K€ et sont en diminution par rapport à 2017 (- 187 K€, soit – 7,60 %).

Nous constatons une différence de - 83 K€ sur ce poste par rapport au budget voté. Ceci s'explique par un contexte de taux encore bas, l'optimisation de la trésorerie grâce à la maîtrise obtenue sur les autres postes de fonctionnement ainsi que l'économie d'intérêts réalisée du fait du remboursement anticipé d'un emprunt en début d'année.

IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Elle se présente de la façon suivante :

DEPENSES REELLES (en €)		RECETTES REELLES (en €)	
Dépenses d'équipement brut	18 735 662,71		
Dotations, fonds divers et réserves	6 000,20	Dotations (Taxe Aménagement, FCTVA,...)	3 592 428,85
Remboursements d'emprunts	9 044 438,91	Emprunts souscrit en 2018	8 136 788,00
		Affectation de résultat 2017 (1068)	5 590 653,27
Subventions d'investissement	0,00	Subventions d'investissement	2 849 817,28
Dépôts et cautionnement	1 250,00	Dépôts et cautionnement	900,00
Autres immobilisations financières	217 081,00	Autres immobilisations financières	2 060 216,75
Opérations pour compte de tiers	40 609,65	Opérations pour compte de tiers	75 878,97
Total	28 045 042,47	Total	22 306 683,12

DEPENSES D ORDRE	315 243,96	RECETTES D ORDRE	1 748 829,82
Affectation de résultat 2017 (001)	5 427 009,59	Affectation de Résultat 2017 (001)	0,00

Total dépenses	33 787 296,02	Total recettes	24 055 512,94
-----------------------	----------------------	-----------------------	----------------------

Solde : déficit d'investissement de :	-9 731 783,08
--	----------------------

1) Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent à 24 055 512,94 € et se répartissent comme suit :

1. Les recettes d'équipement : 10 986 605,28 € dont :

- i. 2 850 € de subventions d'investissement dont :
 - 1 200 K€ de dotation politique de la ville pour l'acquisition de terrains dans le cadre de la construction du 4ème collège (DRFIP),
 - 600 K€ de participation aménageur au financement du groupe scolaire Jean Renoir (Séquano Aménagement),
 - 439 K€ de subvention des travaux d'aménagement ANRU Boissière (Région IDF),
 - 354 K€ dans le cadre du dispositif de soutien à l'investissement public local pour l'acquisition de terrains pour la construction du 4ème collège (Préfecture de Région IDF),
 - 175 K€ de produits d'amendes de police (DDFIP Seine-Saint-Denis),
 - 63 K€ de participation pour voirie-réseaux,
 - 18 K€ de réserve parlementaire pour les aires de jeux au stade Huvier (DDFIP Seine-Saint-Denis),
- ii. 8 137 K€ d'emprunts nouveaux.

2. Les recettes financières : 11 244 198,87 € dont :

- i. 5 591 K€ d'affectation du résultat de l'exercice 2017 à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »,
- ii. 2 129 K€ de FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA),
- iii. 2 060 K€ autres immobilisations financières (Clôture ZAC des Guillaumes),
- iv. 1 464 K€ de taxes aménagement,
- v. 1 K€ pour le remboursement de dépôts et cautionnement.

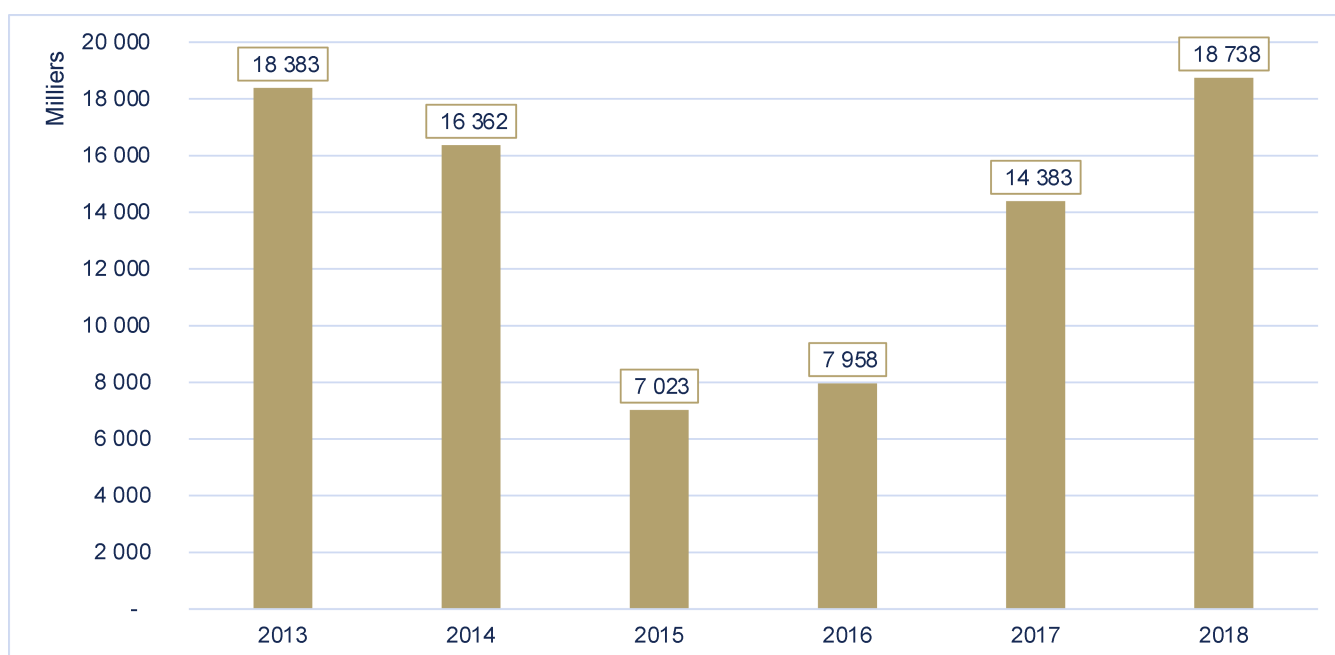
3. Les opérations pour compte de tiers : 75 878,97 €

4. Les recettes d'ordre : 1 748 829,82 € dont :

- vi. 1 749 K€ pour les opérations d'ordre de transfert entre sections (neutre budgétairement car elles trouvent leur contrepartie en dépenses de fonctionnement) dont :
 - 20 K€ d'écritures comptables relatives aux cessions foncières,
 - 1 414 K€ de dotations aux amortissements,
 - 315 K€ d'écritures de remboursements d'avances sur marché de travaux.

2) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement consacrées aux investissements ont évolué de la manière suivante :



Les principales dépenses d'équipement réalisées en 2018 sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles : 267 281,86 € dont :

- 112 K€ de frais d'études (AMO étude d'aménagement du centre ville, Concertation quartier Londeau et Béthisy),
- 155 K€ d'acquisition de logiciels et de licences.
- **Subventions d'équipement versées : 191 929,74 €** dont :
 - 113 K€ de participation contingent incendie,
 - 79 K€ de subvention d'équipement versée au Théâtre des Bergeries.

b) Immobilisations corporelles : 9 712 556,12 € dont notamment :

1. 4 384 K€ de travaux dans les bâtiments scolaires,
2. 2 377 K€ d'acquisition de terrains,
3. 1 103 K€ d'installations de voirie,
4. 864 K€ de travaux dans les bâtiments publics,
5. 404 K€ pour du matériel et outillage techniques,
6. 217 K€ pour du matériel d'éclairage public,

- 7. 204 K€ pour l'acquisition de matériel de bureau et pour le parc informatique,
- 8. 71 K€ de mobilier,
 - 38 K€ de travaux d'accessibilité,
 - 26 K€ de travaux dans les cimetières,
 - 15 K€ de plantations d'arbres et d'arbustes,
 - 6 K€ de travaux de raccordements électriques,
 - 4 K€ équipement incendie,

1. **Travaux : 8 563 894,99 €** dont :

- **7 950 330,27 € se rapportant aux Autorisations de Programmes répartis comme suit :**
 - 7 497 K€ pour la restructuration du groupe scolaire Jean Renoir,
 - 453 K€ pour l'ANRU du Londeau,
- **613 564,72 € pour les dépenses hors Autorisations de Programmes, dont notamment :**
 - 601 K€ pour les travaux d'aménagement de voirie dont :
 - 203 K€ rue des Guillaumes,
 - 106 K€ rue Clémenceau,
 - 75 K€ équipements de voiries diverses rues,
 - 75 K€ terrain Visinoni,
 - 52 K€ rue Duquesne,
 - 42 K€ pour l'aménagement de jeux dans les écoles et squares,
 - 28 K€ réparation et remplacement de bornes incendie,
 - 14 K€ rue Dombasle,
 - 5 K€ terrain de pétanque au stade Huvier,
 - 11 K€ pour les travaux d'aménagement de la vidéo-protection,
 - 1 K€ de travaux de restauration d'archives.

La section d'investissement du compte administratif comprend également les restes à réaliser :

Les dépenses s'élèvent à **5 122 057,09 €** et correspondent à diverses dépenses inscrites et engagées en 2018 mais qui seront finalisées en 2019.

La répartition est la suivante :

- Chapitre 20 : 579 K€ dont 264 K€ pour l'acquisition de logiciels et 314 K€ pour diverses études (centre-ville, pôle gare, quartier du Londeau...),
- Chapitre 21 : 2 004 K€ dont notamment 565 K€ d'acquisition de terrains (84 Q rue Jean Jaurès, terrain Logirep), 357 K€ d'installations de voirie, 218 K€ pour les travaux dans les bâtiments publics (Gymnase Visinoni...), 87 K€ pour les travaux du groupe scolaire Langevin,...
- Chapitre 23 : 2 538 K€ dont notamment 667 K€ pour les travaux d'aménagement rue des Guillaumes, 418 K€ pour les travaux d'aménagement rue Clémenceau, 232 K€ pour les travaux du terrain de pétanque au stade Huvier, 181 K€ pour les travaux rue Pierre Curie,...
- Chapitre 45 : 2 K€ de travaux sur des immeubles en situation de péril.

En recettes, les restes à réaliser s'élèvent à **1 097 904,80 €** et sont constitués des éléments suivants :

- **Chapitre 13** : 968 K€ dont :
 - 400 K€ : subvention du Département pour la rénovation du gymnase Visinoni,
 - 240 K€ : subvention du CNDP également pour la rénovation du gymnase Visinoni,
 - 294 K€ : solde de la subvention régionale de l'ANRU du Londeau,
 - 34 K€ : subvention régionale pour la toiture végétalisée du groupe scolaire Jean Renoir.
- **Chapitre 27** : 130 K€ pour la déconsignation relative à l'acquisition du 84 Q rue Jean Jaurès.

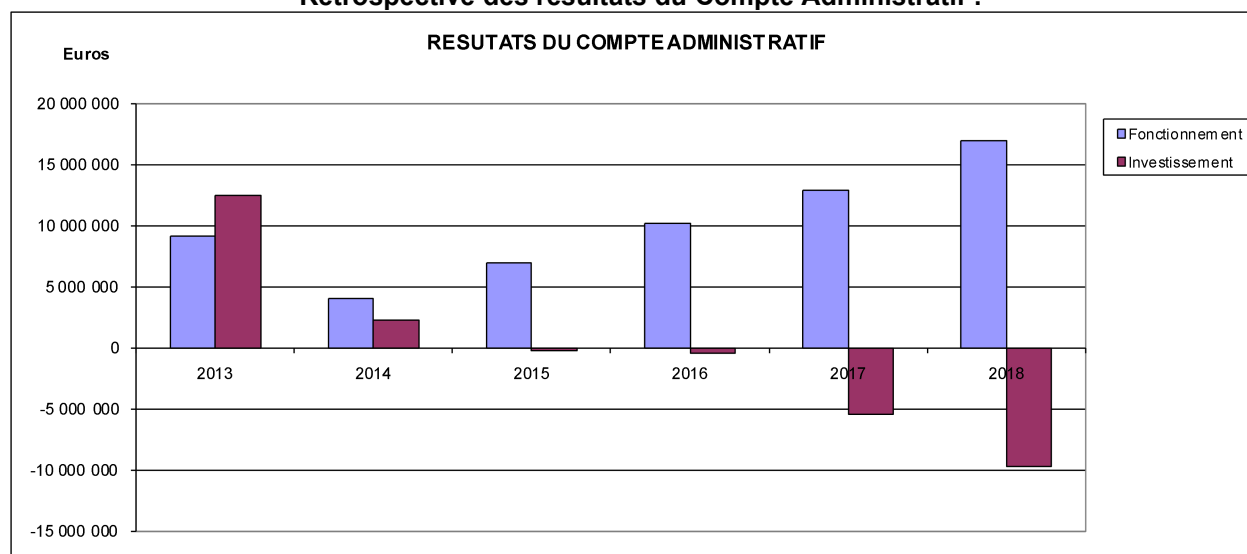
▪ **Présentation synthétique du Compte Administratif 2018 :**

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	5 427 009,59	0,00	-5 427 009,59
Opérations de l'exercice	28 360 286,43	24 055 512,94	-4 304 773,49
Total	33 787 296,02	24 055 512,94	-9 731 783,08
Résultat d'Investissement		-9 731 783,08	
Restes à réaliser	5 122 057,09	1 097 904,80	-4 024 152,29
Total (réalisations + reports)	38 909 353,11	25 153 417,74	-13 755 935,37
Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser		-13 755 935,37	

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0	7 274 281,31	7 274 281,31
Opérations de l'exercice	66 184 104,76	75 917 792,95	9 733 688,19
Total	66 184 104,76	83 192 074,26	17 007 969,50
Résultat de Fonctionnement		17 007 969,50	

TOTAL DES SECTIONS	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	5 427 009,59	7 274 281,31	1 847 271,72
Opérations de l'exercice	94 544 391,19	99 973 305,89	5 428 914,70
Total	99 971 400,78	107 247 587,20	7 276 186,42
Résultat de clôture – compte de gestion		7 276 186,42	
Restes à réaliser	5 122 057,09	1 097 904,80	-4 024 152,29
Total cumulé	105 093 457,87	108 345 492,00	3 252 034,13
Résultat net de clôture		3 252 034,13	

▪ **Rétrospective des résultats du Compte Administratif :**



Conformément à l'article L 2121-31 al. 1 du Code général des collectivités territoriales, il est demandé au conseil municipal d'arrêter et de voter le compte administratif du budget principal de la Ville pour l'exercice 2018.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu les articles L 1612-12 et L 2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération portant approbation du compte de gestion 2018,

Vu le compte administratif 2018 joint à la présente délibération,

Considérant la sortie de Monsieur Laurent RIVOIRE, en sa qualité de Maire lors de l'exercice considéré, conformément à l'article L2121-14 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que le Conseil municipal est réuni sous la présidence de Monsieur Jean Thary, 1^{er} Adjoint au Maire, délibérant sur le compte administratif 2018 du budget principal de la Ville, dressé par Monsieur Laurent Rivoire, Maire de Noisy-le-Sec,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Donne acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville sur l'exercice 2018, dont les résultats s'établissent comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	5 427 009,59	0,00	-5 427 009,59
Opérations de l'exercice	28 360 286,43	24 055 512,94	-4 304 773,49
Total	33 787 296,02	24 055 512,94	-9 731 783,08
Résultat d'Investissement		-9 731 783,08	
Restes à réaliser	5 122 057,09	1 097 904,80	-4 024 152,29
Total (réalisations + reports)	38 909 353,11	25 153 417,74	-13 755 935,37
Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser		-13 755 935,37	

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0	7 274 281,31	7 274 281,31
Opérations de l'exercice	66 184 104,76	75 917 792,95	9 733 688,19
Total	66 184 104,76	83 192 074,26	17 007 969,50
Résultat de Fonctionnement		17 007 969,50	

TOTAL DES SECTIONS	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	5 427 009,59	7 274 281,31	1 847 271,72
Opérations de l'exercice	94 544 391,19	99 973 305,89	5 428 914,70
Total	99 971 400,78	107 247 587,20	7 276 186,42
Résultat de clôture – compte de gestion		7 276 186,42	
Restes à réaliser	5 122 057,09	1 097 904,80	-4 024 152,29
Total cumulé	105 093 457,87	108 345 492,00	3 252 034,13
Résultat net de clôture		3 252 034,13	

Article 2 :

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Article 3 :

Arrête et adopte les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS (absent) et Laurent RIVOIRE ne prennent pas part au vote

CONTRE	11	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Corinne BORD
POUR	30	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

Le Maire reprend sa place.

4 - DIRECTION DES FINANCES

AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF - EXERCICE 2018

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le résultat net de clôture, après reports, du compte administratif 2018 est égal à 3 252 034,13 euros. Il convient cependant d'affecter les résultats intermédiaires conformément à la législation.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 présente un excédent de 17 007 969,50 euros.

Le résultat d'investissement hors reports s'élève à - 9 731 783,08 euros.

Les reports quant à eux font apparaître 5 122 057,09 euros en dépenses et 1 097 904,80 euros en recettes soit un solde de - 4 024 152,29 euros.

Le besoin de couverture de la section d'investissement avec intégration des reports s'élève donc à - 13 755 935,37 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur ce déficit constaté doit être couvert par un prélèvement opéré sur le résultat de fonctionnement.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'affecter le résultat de fonctionnement de 17 007 969,50 euros de la façon suivante :

- 13 755 935,37 euros au 1068 "*Excédents de fonctionnement capitalisés*", en recettes d'investissement.
- Le solde de 3 252 034,13 euros au 002 "*Résultat de fonctionnement reporté*", en recettes de fonctionnement.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, qui prévoit l'affectation du résultat de fonctionnement au vu du compte administratif,

Vu la délibération n° 2019/06-03 approuvant le compte administratif 2018,

Considérant le résultat net de clôture après reports du compte administratif 2018 de 3 252 034,13 euros,

Considérant le résultat de fonctionnement de 17 007 969,50 euros et le solde d'exécution d'investissement de - 9 731 783,08 euros.

Considérant l'état des restes à réaliser d'investissement arrêté par Monsieur le Maire au 31 décembre 2018 et visé par le Trésorier Municipal, qui présente un solde de - 4 024 152,29 euros,

Considérant que le compte administratif 2018 dégage en conséquence un déficit de financement en section d'investissement de - 13 755 935,37 euros,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Affecte le résultat d'exploitation de 17 007 969,50 euros comme suit :

- 1068 "*Excédents de fonctionnement capitalisés*" pour 13 755 935,37 euros,
- 002 "*Résultat de fonctionnement reporté*" pour 3 252 034,13 euros.

Article 2 :

Prend acte que le montant repris en dépenses d'investissement 001 "solde d'exécution négatif reporté" s'élève à 9 731 783,08 euros.

Article 3 :

Ces affectations de résultats de l'exercice 2018 seront inscrites dans la décision modificative n°1 du budget principal 2019.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

CONTRE	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
ABSTENTION	5	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », Corinne BORD
POUR	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

5 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°1 RELATIVE AU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - EXERCICE 2019

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le Budget Primitif 2019 de la Ville a été adopté lors du Conseil municipal du 7 février 2019. Le compte administratif 2018 doit être adopté lors du présent Conseil municipal du 13 juin 2019. L'affectation du résultat est également présentée lors de ce même conseil.

Au vu de ces éléments et des informations complémentaires recensés aujourd'hui, soucieuse et fortement impliquée dans la gestion active de la dette de la Ville, la municipalité a souhaité affecter une partie du résultat 2018 à la diminution du montant de l'emprunt prévu au budget primitif 2019.

La Décision Modificative n°1 (DM 1) proposée s'équilibre au total à hauteur de 19 426 603,43 euros, en recettes comme en dépenses, dont 14 853 412,30 euros en investissement et 4 573 191,13 euros en fonctionnement.

Outre la particularité d'inscrire les résultats du compte administratif 2018 et les reports 2018, la DM n°1 comprend des ajustements relatifs aux dotations et à la fiscalité. En effet, lors du vote du budget primitif 2019, la ville de Noisy le Sec n'avait pas encore été destinataire des notifications officielles.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver cette DM n°1.

Le détail de chaque section peut se résumer dans le tableau présenté ci-après :

Chapitre / Article	Section d'investissement	Dépenses	Recettes
solde	Reports 2018	5 122 057,09	1 097 904,80
001	Reprise Déficit d'investissement (Ville 2018)	9 731 783,08	
10- 1068	Affectation du résultat en réserves		13 755 935,37
13-1321	Etat et établissements nationaux	3 865	
13-13251	Sub. d'invest. rattachées aux actifs non amort. - Autres		108 498
13-1346	Participations pour voirie et réseaux	28 257	
16-1641	Emprunts en euros		- 3 290 417
00025-2313	Constructions	50 000	
20-2031	Frais d'étude	189 700	20 210
204-204181	Sub. Équipt versées aux autres organismes publics – mobiliers, matériel et études	16 663,13	
20-2051	Concessions, droits similaires	21 316	
21-2121	Plantation d'arbres et arbustes	- 9 192	
21- 21312	Bâtiments Scolaires	256 617	
21-21318	Autres bâtiments Publics	10 000	
21-21352	Installations générales - Accessibilité	-50 000	
21- 2138	Autres constructions	22 880	
21-2152	Installations de voirie	61 989	
21-2158	Autres installations matériel outillage technique	10 590	
21-2182	Matériel de transport	125 000	
21-2184	Mobilier	14 508	

23-2313	Constructions	- 104 000	
23-2315	Installations matériel et outillage technique	- 623 939	
27-275	Dépôts et cautionnements versés	4 891	
27- 276351	Autres créances immobilisées – GFP de rattachement	- 18 000	
45-4518	Opérations pour compte de tiers	- 11 573	
040-28031	<i>Amortissements des immobilisations - Frais d'études</i>		12 000
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>		3 149 281,13
	Total de la section d'investissement avec Reports	14 853 412,30	14 853 412,30
Chapitre / Article	Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
002	Affectation du résultat – excédent reporté – (Ville 2018)		3 252 034,13
70-70876	Remboursement de frais par le GFP de rattachement		21 316
70-70878	Remboursement de frais par d'autres redevables		43 500
70- 7088	Autres produits d'activités annexes		27 987
73- 73111	Taxes foncières et habitations		200 000
73-7368	Taxe Locale sur la publicité extérieure		40 000
74- 7411	Dotation forfaitaire		7 303
74- 74123	DSU (dotation de solidarité urbaine)		99 402
74- 74127	DNP (dotation nationale de péréquation)		- 183 351
74-74718	Participations – Etats - Autres		30 000
74- 74834	Etat – Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		5 000
74- 74835	Etat – Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation		30 000
78-7865	Reprises sur provisions – produits financiers		1 000 000
011- 6042	Achat de prestations de services	143 240	
011- 60632	Fournitures de petit équipement	29 000	
011- 6132	Locations immobilières	12 284	
011- 614	Charges locatives et de copropriété	11 736	
011- 615221	Entretien et réparations – Bâtiments publics	4 973	
011- 615231	Entretien et réparations – Voiries	9 192	
011- 61558	Entretien et réparation – Autres biens mobiliers	35 000	
011-6226	Honoraires	70 520	
011-6238	Publicité, publications, relations publiques - Autres	9 754	
011- 6241	Transport de biens	3 000	
011- 6282	Frais de gardiennage	- 13 500	
011- 6283	Frais de nettoyage des locaux	37 409	
012- 64111	Charges de personnel	- 130 000	
65- 6574	Subventions,Fonct.Ass.Aut.Pers.Dr.privé	11 380	
66- 6681	Indemnités de remboursement anticipé d'emprunt	1 000 000	
67- 673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	18 119	

67- 6745	Subventions exceptionnelles – Subv. Aux Pers. De Dr. privé	1 500	
67- 678	Autres charges exceptionnelles	158 303	
040-6811	Dotations au x amortissements incop. Corp.	12 000	
023	Virement à la section d'investissement	3 149 281,13	
	Total de la section de fonctionnement	4 573 191,13	4 573 191,13

Il est proposé de voter la décision modificative n°1 dans les conditions ci-dessus mentionnées. La Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville s'établit dans les conditions d'équilibre suivantes :

Dépenses	Recettes	Solde	Cumul (BP+DM)	Dépenses	Recettes
19 426 603,43	19 426 603,43	0	Total	116 763 856,43	116 763 856,43
14 853 412,30	14 853 412,30	0	Investissement	35 983 314,30	35 983 314,30
4 573 191,13	4 573 191,13	0	Fonctionnement	80 780 542,13	80 780 542,13
			Réel	105 781 010,30	105 781 010,30
			Ordre	10 982 846,13	10 982 846,13

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2019/02-01 portant approbation du budget primitif 2019,

Vu la délibération n° 2019/06-03 portant approbation du compte administratif 2018,

Vu l'affectation du résultat 2018,

Considérant la nécessité de procéder à des réajustements budgétaires,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la décision modificative n°1 du budget de la Ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Dépenses	Recettes
Investissement	14 853 412,30	14 853 412,30
Fonctionnement	4 573 191,13	4 573 191,13
Total	19 426 603,43	19 426 603,43

La présentation par chapitre s'établit comme suit :

Section d'investissement		
Dépenses	Libellé	En euros
Reports	Reste à réaliser 2018	5 122 057,09
Article 001	Déficit d'investissement reporté	9 731 783,08

Chapitre 00025	AP Agenda d'Accessibilité Programmée	50 000
Chapitre 13	Subventions d'investissement	32 122
Chapitre 20 (sauf 204)	Immobilisations incorporelles	211 016
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	16 663,13
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	442 392
Chapitre 23	Immobilisations en cours	-727 939
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	-13 109
Chapitre 45	Travaux d'office pour le compte de tiers	-11 573
Total des dépenses d'investissement		14 853 412,30
Recettes	Libellé	En euros
Reports	Reste à recevoir 2018	1 097 904,80
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	13 755 935,37
Chapitre 13	Subventions d'investissement	108 498
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	- 3 290 417
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	20 210
<i>Chapitre 021</i>	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>3 149 281,13</i>
<i>Chapitre 040</i>	<i>Opération d'ordre de transfert entre section</i>	<i>12 000</i>
Total des recettes d'investissement		14 853 412,30
Section de fonctionnement		
Dépenses	Libellé	En euros
Chapitre 011	Charges à caractère général	352 608
Chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	-130 000
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	11 380
Chapitre 66	Charges financières	1 000 000
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	177 922
<i>Chapitre 023</i>	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>3 149 281,13</i>
<i>Chapitre 040</i>	<i>Opération d'ordre de transfert entre section</i>	<i>12 000</i>
Total des dépenses de fonctionnement		4 573 191,13
Recettes	Libellé	En euros
Chapitre 70	Produits des services	92 803
Chapitre 73	Impôts et taxes	240 000
Chapitre 74	Dotations et participations	-11 646
Chapitre 78	Reprise sur amortissements et provisions	1 000 000
Article 002	Résultat reporté	3 252 034,13
Total des recettes de fonctionnement		4 573 191,13

La balance du budget s'établit comme suit :

Sections	Dépenses	Recettes
Total Budget	116 763 856,43	116 763 856,43
Investissement	35 983 314,30	35 983 314,30

BP 2019	21 129 902,00	21 129 902,00
DM 1	14 853 412,30	14 853 412,30
Dont Reports 2018	5 122 057,09	1 097 904,80
Fonctionnement	80 780 542,13	80 780 542,13
BP 2019	76 207 351,00	76 207 351,00
DM 1	4 573 191,13	4 573 191,13

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

CONTRE	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », Corinne BORD
POUR	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

6 - DIRECTION DES FINANCES

RAPPORT D'UTILISATION DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES COMMUNES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (FRSIF) - EXERCICE 2018

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L. 2531-16 du Code général des collectivités territoriales « *le maire d'une commune ayant bénéficié, au titre de l'exercice précédent, d'une attribution du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.2531-12 présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement* ».

Ce concours a été institué par la loi n°91-429 du 13 mai 1991.

Sont éligibles au FSRIF les communes de la région Île-de-France dont la population DGF au 1^{er} janvier 2018 est supérieure à 5 000 habitants et dont la valeur de l'indice synthétique est supérieur à l'indice synthétique médian de l'ensemble des communes d'Île-de-France.

L'indice synthétique s'appuie sur 3 critères :

- le rapport entre le potentiel financier moyen par habitant régional et celui de la commune, pour 50% de l'indice;
- le rapport entre la proportion de logements sociaux dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale, pour 25%;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant régional et le revenu par habitant de la commune, pour 25%.

Afin de concentrer le bénéfice des attributions au titre du fonds sur les communes les plus en difficultés, un coefficient multiplicateur (allant de 4 à 0,5) est appliqué à l'indice synthétique ainsi obtenu.

Pour l'exercice 2018, selon ces critères, la Ville s'est vue notifier un fonds de solidarité de 5 175 292 euros en augmentation de 408 998 euros par rapport à 2017 soit + 8,6 %.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte du rapport relatif aux actions entreprises comme suit, dont le détail par opération est présenté dans l'annexe ci-jointe :

- Secteur éducatif pour 4 072 900 euros,
- Secteur amélioration du cadre de vie pour 298 617 euros,
- Secteur aménagement urbain – travaux de voirie pour 541 562 euros,
- Secteur sportif pour 223 395 euros,
- Secteur interventions sociales et santé pour 15 185 euros,
- Secteur agencement des espaces verts pour 13 797 euros,
- Secteur culturel pour 9 836 euros.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L.2531-12 du Code général des collectivités territoriales instituant un fonds de solidarité des communes de la région d'Île de France,

Vu l'article L.2531-16 du Code général des collectivités territoriales donnant obligation au maire d'une commune ayant bénéficié du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, de présenter au conseil municipal un rapport qui présente les actions entreprises,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec a bénéficié pour l'exercice 2018 du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France institué, par la loi n°91-429 du 13 mai 1991 afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources suffisantes,

Considérant que ce fonds de solidarité s'élève, pour l'exercice 2018, à 5 175 292 euros,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Prend acte du rapport présenté par le Maire ou son représentant retraçant les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie, financées par le fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France en 2018.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Le conseil municipal prend acte

7 - DIRECTION DES FINANCES

RAPPORT D'UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE LA COHÉSION SOCIALE (DSU-CS) - EXERCICE 2018

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS) a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Ce concours a été institué par la loi n°91-429 du 13 mai 1991.

En 2018, cette dotation est toujours calculée à partir d'un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- du potentiel financier,
- de la part de logements sociaux,
- de la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logements,
- du revenu moyen des habitants.

S'agissant de la DSU-CS, les communes de plus de 10 000 habitants sont classées par ordre décroissant.

En 2018, l'indice synthétique classe Noisy-le-Sec au 65^{ème} rang et a généré une Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale d'un montant de 6 804 725 euros.

Pour mémoire : Rétrospective 2012 – 2018

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rang	92	90	76	89	88	71	65
Dotation	3 143 071	3 719 197	4 031 244	5 016 486	5 960 203	6 480 959	6 804 725

Le maire d'une commune ayant bénéficié, au cours de l'exercice précédent de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de cet exercice et les conditions de leur financement.

Pour ce qui concerne Noisy-le-Sec, les principaux domaines d'intervention en 2018 se répertorient comme suit :

- des actions envers l'éducation pour 5 355 246 euros
- des actions pour l'aménagement urbain- travaux de voirie pour 712 073 euros
- des actions pour l'amélioration du cadre de vie pour 392 636 euros
- des actions pour le sport pour 293 730 euros
- des actions pour le secteur social et santé pour 19 966 euros
- des actions pour l'aménagement d'espaces verts pour 18 140 euros
- des actions envers la culture pour 12 933 euros

Cette dotation augmente de 323 766 euros soit une progression de 5% par rapport à 2017.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2334-13 et suivants,

Vu la loi n° 91-429 en date du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes,

Considérant l'exposé du rapporteur,

Considérant que cette dotation s'est élevée pour l'exercice 2018 à 6 804 725 euros,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1er :

Prend acte du rapport, présenté par le Maire ou son représentant, retraçant les actions de développement social urbain, financées par la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Le conseil municipal prend acte

8 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM ICF LA SABLIERE DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION PARC SOCIAL PUBLIC CONSTRUCTION DE 95 LOGEMENTS SITUÉS ZAC DE L'OURCQ LES CINÉASTES

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

En application des articles L.2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les sociétés Anonymes d'HLM.

La SA D'HLM ICF LA SABLIERE est propriétaire d'emprises foncières d'une contenance cadastrale de l'ordre de 36 275 m² situées dans le périmètre de l'opération d'aménagement de la ZAC "du quartier durable de la plaine de l'Ourcq". Ce site a été inclus dans la ZAC "du quartier durable de la plaine de l'Ourcq" de manière à opérer sa mutation par la construction de programme de logements locatifs sociaux et privés ainsi qu'un remaillage des espaces publics dans l'objectif d'ouvrir le quartier à la fois sur le centre ville et le canal.

Dans cette ZAC, la SA D'HLM ICF LA SABLIERE a prévu de construire en maîtrise d'ouvrage directe 95 logements situés sur deux sites différents sur le lot 5 et le lot 7. Ces deux opérations seront réalisées simultanément par la même équipe de maîtrise d'oeuvre et la même entreprise.

Dans ce cadre, la SA D'HLM ICF LA SABLIERE envisage de souscrire un prêt global d'un montant de onze millions vingt-et-un mille soixante-dix-neuf euros (11 021 079,00 Euros) constitué de 4 lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération NOISY-LE-SEC _ Construction ZAC de l'Ourcq, Parc social public, Construction de 95 logements situés ZAC de l'Ourcq " Les cinéastes " 93130 NOISY-LE-SEC et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2016, d'un montant de neuf-cent-neuf mille six-cent-dix huit euros (909 618,00 Euros) ;
- PLAI, d'un montant d'un million huit mille soixante-cinq euros (1 008 065,00 Euros) ;
- PLS PLSDD de 2016, d'un montant de deux millions cent-trente-six mille cinq-cent-trente-neuf euros (2 136 539,00 Euros) ;
- PLUS, d'un montant de six millions neuf-cent-soixante-six mille huit-cent-cinquante-sept euros (6 966 857,00 Euros).
- Le montant de chaque ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du prêt,

Descriptif de l'opération

Le programme accueille donc 95 logements répartis dans deux bâtiments :

- Un premier bâtiment localisé entre la rue de Paris et la rue Jean Renoir sur le lot 5 accueillera 62 logements, il est dit bâtiment 1
- Un second bâtiment localisé à proximité d'un foyer nous appartenant mais géré par Parme, doit accueillir 33 logements, il est dit bâtiment 2

Typologies	T1	T2	T3	T4	T5	Total
Nombre	6	24	46	14	5	95
%	6 %	25 %	49 %	15 %	5 %	100 %
SH moyenne	31 m ²	49,6 m ²	62,64 m ²	71,08 m ²	91,75 m ²	68,63 m ²

La répartition des financements est la suivante :

95 logements, 52 PLUS, 18 PLAI et 25 PLS.

Chaque logement disposera d'une place de stationnement en sous sol, le prix sera de 40 €/mois pour les logements PLAI et PLUS, 50 €/mois pour les logements PLS.

La SHAB totale prévisionnelle est de 5 594 m².

La surface utile totale est de 5 907 m².

Le plan de financement de l'opération:

Ressources :	Montant	En %
Total prêts CDC dont la garantie communale de l'emprunt est sollicitée.	11 021 079 €	69,22
Subventions	2 032 870 €	12,77
Prêt 1 %	1 275 000 €	8,00
Fonds propres	1 592 105 €	10,01
TOTAL	15 921 054 €	100,00

En contrepartie de la garantie, ICF LA SABLIERE réserve à la Ville 18 logements répartis par typologie :

- 9 logements PLUS de type : 2 T2 - 4 T3 - 2 T4 - 1 T5
- 4 logements PLAI de type : 1 T1 - 1 T2 - 1 T3 – 1 T4
- 5 logements PLS de type : 3 T2 - 2 T3

L'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par SA D'HLM ICF LA SABLIERE soit garanti par la Commune.

Il est demandé au Conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA D'HLM ICF LA SABLIERE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant de 11 021 079 Euros à hauteur de 100 % relatif au financement de cette Opération NOISY-LE-SEC _ Construction ZAC de l'Ourcq, Parc social public, Construction de 95 logements situés ZAC de l'Ourcq " Les cinéastes " 93130 Noisy-Le-Sec.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article R. 2298 du Code Civil,

Vu la demande formulée par la SA D'HLM ICF LA SABLIERE en date du 27 mars 2018 relative au financement de l'opération NOISY-LE-SEC – Construction ZAC de l'Ourcq, Parc social public, Construction de 95 logements situés ZAC de l'Ourcq " Les cinéastes " 93130 NOISY-LE-SEC,

Vu le contrat de Prêt n° 92609 avec la Caisse des Dépôts et consignations,

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SA D'HLM ICF LA SABLIERE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de onze millions vingt-et-un mille soixante-dix-neuf euros (11 021 079 Euros), selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt n° 92609 constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA D'HLM ICF LA SABLIERE dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 :

Sur notification de l'impayé par lettre de la Caisse des Dépôts et Consignations la Commune de Noisy-le-Sec s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

S'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 100 % du prêt garanti.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA D'HLM ICF LA SABLIERE et à signer la convention de garantie.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »,
POUR	38	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD

La délibération est adoptée

9 - DIRECTION DES BÂTIMENTS

AD'AP - AGENDA ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI

Afin de répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages ou exploitants dans la réalisation des travaux de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite, le gouvernement a mis en place par voie d'Ordonnance n° 2014-1090 datée du 26 septembre 2014 l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Ce dispositif obligatoire s'impose à tout Maître d'Ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas, à la date du 31 décembre 2014, aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à déposer, pour le compte de la commune, un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour la mise en accessibilité de l'ensemble des ERP (établissements recevant du public) de la ville détaillé en annexe.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article L.111-7-3,

Vu l'ordonnance N° 2014-1090 datée du 26 septembre 2014 l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)

Considérant la nécessité de répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages ou exploitants dans la réalisation des travaux de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite,

Considérant que ce dispositif obligatoire s'impose à tout Maître d'Ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas à la date du 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la construction et de l'habitation,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le Maire à déposer, pour le compte de la commune, un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour la mise en accessibilité de l'ensemble des ERP (établissements recevant du public) de la Ville détaillé en annexe.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

10 - DIRECTION DES FINANCES

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT : AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier et permet d'améliorer la visibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et crédits de paiement sont encadrés par des articles du Code général des collectivités territoriales et du Code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce que soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque AP comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire.

Elles sont votées par le Conseil municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives:

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer.
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par délibération d'ouverture d'autorisation de programme).

Il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dans le cadre de la DM n°1 de 2019, l'AP/CP suivante relative à l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP):

Autorisation de programme (AP)			Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)					
Libellé	Année	Montant affecté	2019	2020	2021	2022	2023	2024
N°15- Agenda d'Accessibilité Programmée	2019	2 462 602	49 755	449 888	426 080	520 489	482 090	534 300

Les dépenses seront financées par le FCTVA, l'autofinancement et l'emprunt.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 263-8 du Code des juridictions financières,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu l'instruction codificatrice M14,

Vu la délibération n° 2019/06-05 portant décision modificative n°1,

Considérant la nécessité de créer une autorisation de programme relative à l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP),

La Commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1^{er} :

L'autorisation de programme/crédits de paiement "Agenda d'Accessibilité Programmée" est créée conformément au tableau détaillé ci-dessous.

Autorisation de programme (AP)			Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)					
Libellé	Année	Montant affecté	2019	2020	2021	2022	2023	2024
N°15- Agenda d'Accessibilité Programmée	2019	2 462 602	49 755	449 888	426 080	520 489	482 090	534 300

Les dépenses seront financées par le FCTVA, l'autofinancement et l'emprunt.

Article 2 :

Les crédits de paiement y afférent sont inscrits à la décision modificative n°1 de 2019 à hauteur de 49 755€.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	10	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR	32	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD

La délibération est adoptée

11 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

APPROBATION DE LA CONVENTION TYPE DE MÉCÉNAT POUR LA MICRO-FOLIE NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

La loi du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations est venue compléter celles du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et du 4 juillet 1990 sur la création des fondations d'entreprises. Contrairement au sponsoring qui est un acte commercial visant à apporter un soutien matériel à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct, le mécénat constitue un acte de philanthropie visant à apporter un soutien matériel sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.

En pratique, il est toutefois admis par l'administration fiscale, que les donateurs peuvent se voir remercier par certaines contreparties institutionnelles, dans la limite de 25 % du don réalisé. Ce pourcentage est communément admis par la doctrine fiscale et traduit la notion de "disproportion marquée" entre le don et les contreparties. L'accord de contreparties reste donc très encadrée et non systématique.

Pour une entreprise qui décide de s'inscrire dans une démarche de mécénat par des versements à des organismes visés à l'article 238 bis du CGI, la loi du 1^{er} août 2003 prévoit des avantages fiscaux pouvant aller jusqu'à 60% du don dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaire hors taxe.

Ainsi, en vu du lancement prochain de la Micro-Folie de Noisy-le-Sec, il convient de rechercher des partenariats nécessaires au bon développement de ce projet.

Ce nouvel équipement municipal est destiné à accueillir le grand public en général, et les publics scolaires en particulier, dans le cadre d'activités et d'événements variés autour de domaines comme la culture, la création et fabrication d'objets, l'écologie, etc. Son caractère d'intérêt général est donc attesté en vertu de l'article 238 1) a) du CGI.

Il est proposé de recourir principalement au mécénat d'entreprise, soit en faisant appel aux fondations de ces entreprises soit en établissant une relation de mécénat direct notamment en ce qui concerne les entreprises locales.

Les entreprises pourront participer au développement et à la valorisation de ce projet par le versement de dons matériel (en nature), en compétence ou en numéraire. Les dons financiers seront versés par chèque à l'ordre du Trésor public à l'appui de la convention de mécénat.

Il est demandé au Conseil municipal de valider la convention type qui sera proposée aux partenaires et d'autoriser Monsieur le Maire à signer lesdites conventions de mécénat permettant de recueillir des dons de différentes natures.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

Vu le décret n°2004-185 du 24 février 2004 relatif aux obligations déclaratives et aux modalités d'imputation de la réduction d'impôt prévue en faveur des entreprises qui effectuent des versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général,

Considérant le projet de la Micro-Folie à Noisy-le-Sec qui sera inaugurée le 21 septembre 2019,

Considérant la nécessité de rechercher des partenariats nécessaires au développement et à la pérennisation de ce projet. Ce soutien pourra prendre la forme de dons en nature, sous la forme d'un

soutien logistique et matériel, de dotations et/ou participations financières ou éventuellement d'une intervention de la part d'un ou plusieurs collaborateurs de l'entreprise mécène dans le cadre d'un soutien en compétences.

La Commission des finances entendue,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention de mécénat type permettant de recueillir des dons de nature différentes (en matériel, en numéraire et en compétences).

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions avec les partenaires sollicités.

Article 3 :

Les recettes résultant de ces conventions de mécénat culturel seront imputée sur le chapitre 74 (dotations et participations), article 7488 (autres attributions et participations) du budget.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	10	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR	32	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD

La délibération est adoptée

12 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Considérant les besoins des services en matière de recrutement suite aux mouvements de personnels, les évolutions de carrière notamment les avancements de grade, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs des emplois permanents en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière et des besoins en recrutement.

A – Suite à une vacance de poste et à l'évolution des besoins en recrutement, sont rappelées les conditions de recrutement des emplois de catégorie A :

Direction des relations publiques :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A sur le grade d'attaché doit être ouvert au recrutement pour occuper les fonctions de directeur (trice). Le titulaire actuel du poste ayant vocation à bénéficier d'une mobilité interne, détient en effet, le grade d'attaché principal.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants au cadre d'emplois, grade et profils de poste souhaités, le poste pourra être pourvu par des agents non titulaires.

B – Les postes à créer au tableau des emplois suite à des évolutions de carrière :

1) Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 agent de maîtrise à temps complet pour exercer les fonctions de gardien d'une structure sportive suite à la réussite à l'examen professionnel de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.

2) Les postes à temps complet et 1 poste à temps non complet à 50 % à créer pour le tableau annuel d'avancement de grade :

Direction de la population et du guichet unique:

- 3 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 3 adjoints administratifs principaux de 2ème classe
- 3 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet à 50 %,
- 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,
- 1 agent de maîtrise principal,
- 7 agents sociaux principaux de 2ème classe,
- 3 ATSEM principaux de 1ère classe,
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe,
- 1 animateur principal de 2ème classe,

Pôle environnement et cadre de vie :

- 2 adjoints administratifs principaux de 1ère classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des affaires culturelles :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe ,
- 1 assistant de conservation principal de 2ème classe,

Direction des ressources humaines :

- 1 agent social principal de 2ème classe,
- 1 rédacteur principal de 1ère classe,

Direction des ressources humaines sociales :

- 1 adjoint d'animation principal de 1ère classe,

Direction de la cohésion sociale :

- 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 agent social principal de 2ème classe,

Direction de l'urbanisme et du développement :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,

Direction générale :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,
- 1 rédacteur principal de 1ère classe,

Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des relations publiques :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des espaces publics :

- 3 adjoints techniques principaux de 2ème classe,

Direction des bâtiments :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des affaires juridiques, des assemblées et de la commande publique:

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des systèmes d'information :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction de la sécurité et de la prévention :

- 3 brigadiers-chefs principaux de police municipale,

Il convient de préciser que les autres avancements de grade prévus au tableau annuel d'avancement 2019 seront, après avis de la commission administrative paritaire, pourvus sur des postes actuellement vacants au tableau des effectifs sur les grades considérés.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver ces évolutions.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2019/04-07 du 11 avril 2019 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant les évolutions de carrière, les vacances de postes, les besoins en recrutement et la nécessité de mettre à jour le tableau des emplois permanents,

DELIBERE

Article 1 :

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant à compter du 1^{er} juillet 2019 pour occuper les fonctions de directeur (trice) au sein de la direction des relations publiques.

Ce poste a pour missions principales, de proposer et mettre en œuvre la stratégie événementielle et associative (fêtes, cérémonies, inaugurations, liens avec les associations...), en garantissant l'image de la municipalité, de garantir l'organisation logistique des événements et l'appui logistique aux activités des services de la ville.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine des administrations publiques.

La rémunération est établie entre le 1^{er} et le 11^{ème} échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Article 2 :

Approuve les créations d'emplois suivantes :

Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 agent de maîtrise à temps complet pour exercer les fonctions de gardien d'une structure sportive suite à la réussite à l'examen professionnel de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.

Article 3 :

Approuve les créations d'emplois à temps complet dont 1 création d'emploi à temps non complet à 50 % suivantes associées au tableau annuel d'avancement de grade 2019, avancements qui seront effectifs sous réserve de l'avis de la commission administrative paritaire :

Direction de la population et du guichet unique:

- 3 adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
- 1 adjoint technique principal de 2^{ème} classe,

- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 3 adjoints administratifs principaux de 2ème classe
- 3 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet à 50 %,
- 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,
- 1 agent de maîtrise principal,
- 7 agents sociaux principaux de 2ème classe,
- 3 ATSEM principaux de 1ère classe,
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe,
- 1 animateur principal de 2ème classe,

Pôle environnement et cadre de vie :

- 2 adjoints administratifs principaux de 1ère classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des affaires culturelles :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe ,
- 1 assistant de conservation principal de 2ème classe,

Direction des ressources humaines :

- 1 agent social principal de 2ème classe,
- 1 rédacteur principal de 1ère classe,

Direction des ressources humaines sociales :

- 1 adjoint d'animation principal de 1ère classe,

Direction de la cohésion sociale :

- 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 agent social principal de 2ème classe,

Direction de l'urbanisme et du développement :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,

Direction générale :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,
- 1 rédacteur principal de 1ère classe,

Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des relations publiques :

- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction des espaces publics :

- 3 adjoints techniques principaux de 2ème classe,

Direction des bâtiments :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des affaires juridiques, des assemblées et de la commande publique:

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction des systèmes d'information :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe,

Direction de la sécurité et de la prévention :

- 3 brigadiers-chefs principaux de police municipale,

Il convient de préciser que les autres avancements de grade prévus au tableau annuel d'avancement 2019 seront, après avis de la commission administrative paritaire, pourvus sur des postes actuellement vacants au tableau des effectifs sur les grades considérés.

Article 4 :

Dit que la dépense est imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2019 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

13 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONVENTION CONSTITUTIVE POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC, LE CCAS DE NOISY-LE-SEC ET LE THÉÂTRE DES BERGERIES EN VUE DU MARCHÉ PUBLIC RELATIF AUX ASSURANCES

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Dans le cadre des conventions-cadre passées en septembre 2018, il a été convenu que le Théâtre des Bergeries et le CCAS pouvaient à l'échéance de certains marchés de la Ville soit les intégrer via un groupement de commandes, soit gérer la prestation en automne.

C'est ainsi que la ville de Noisy-le-Sec, La Régie du Théâtre des Bergeries et le CCAS souhaitent se regrouper pour lancer le marché public des assurances et cela en vue de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser l'efficacité économique des achats.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes.

Le groupement aura un caractère limité à cette prestation d'achat.

La convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique.

Le futur marché public des assurances sera lancé en appel d'offres sans montant minimum ni maximum.

Il sera lancé pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Le marché sera composé de trois lots : responsabilité civile, dommages aux biens et flottes automobiles.

La ville de Noisy-le-Sec est désignée comme le coordonnateur du groupement pour la préparation, la passation, la signature, la notification des marchés ou accords-cadres conformément aux besoins définis par chaque membre.

L'exécution du marché pourra être une mission spécifique confiée au coordonnateur en fonction de ce qui est précisé lors de l'envoi de la consultation.

Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement. L'exécution comptable du marché ou de l'accord cadre passé dans le cadre du groupement sera précisée dans chaque contrat (selon les cas, il y aura facturation individuelle à chaque membre du groupement ou facturation unique à la Ville qui se chargera de refacturer sa part aux autres membres du groupements).

Il est demandé au conseil municipal d'approuver les termes de la convention et autoriser le maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique,

Considérant l'intérêt pour la ville de Noisy-le-Sec, la Régie Théâtre des Bergeries et le CCAS de se regrouper pour lancer le marché public des assurances et cela en vue de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser l'efficacité économique des achats.,

Considérant qu'il y a lieu de constituer un groupement de commandes entre la ville de Noisy-le-Sec, la Régie Théâtre des Bergeries et le CCAS pour le marché d'assurances,

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes entre la ville de Noisy-le-Sec, la Régie Théâtre des Bergeries et le CCAS,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché public des assurances,

Article 2 :

Le groupement aura un caractère limité à la prestation d'assurances.

Article 3 :

L'exécution comptable du marché ou de l'accord cadre passé dans le cadre du groupement sera précisée dans chaque contrat.

Article 4 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITE

La délibération est adoptée

14 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

JURY DE CONCOURS RESTREINT DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN ET DU COMPLEXE SPORTIF ASSOCIÉ

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

La Ville souhaite organiser un concours de maîtrise d'œuvre restreint de niveau Esquisse + pour la reconstruction du groupe scolaire Langevin et le complexe sportif associé.

Conformément aux articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du Code de la commande publique, la mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre sera une mission de base qui comprend :

- Les études d'avant-projet (APS + APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT, VISA) ;
- La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Le Groupe Scolaire actuel est situé au 11 rue 18 Avril 1944 à Noisy-le-Sec, sur une parcelle de terrain comprise entre la rue du 18 Avril 1944 et la rue de Neuilly.

Le terrain comprend 6 bâtiments qui hébergent respectivement :

- Un bâtiment modulaire industrialisé en forme de L abritant deux écoles maternelles Anémones et Bleuets
- Un bâtiment de type Pailleron à simple rez-de-chaussée abritant la restauration pour les maternelles, des locaux de stockage et centre de loisirs
- Un bâtiment de gabarit R+2 abritant l'école élémentaire composé avec la restauration et préau au rez-de-chaussée
- Un bâtiment de type traditionnel abritant un Gymnase
- Un bâtiment modulaire à usage de vestiaires attenants au gymnase
- Un immeuble à usage d'habitation abritant des logements de fonction

Les travaux programmés dans le cadre de la présente opération se dérouleront selon le phasage suivant :

- Construction d'un complexe sportif d'environ 3000 m², à l'endroit du terrain d'évolution, répondant aux besoins suivants :
 - Gymnase de type C (terrain 44x22m pour compétition de handball) avec possibilité d'accueil de handisport (vestiaires accessibles PMR et 2 douches PMR hommes et femmes). Il est demandé que ce gymnase soit semi enterré.
 - Salle multisport avec vestiaires et sanitaires suivant la réglementation en vigueur
 - Locaux à usage associatif en lien avec l'activité sportive (bureaux, salles de réunion..., etc.).
 - Un logement de fonction pour le gardien de l'équipement sportif.
- Désamiantage et démolition du gymnase existant
- Construction du nouveau groupe scolaire, d'une surface SHON d'environ 4800 m², réparti sur deux écoles soit :
 - Une élémentaire de 10 classes
 - Une élémentaire de 10 classes
 - Un restaurant scolaire (cantine)
 - Deux centres de loisirs intégrés aux bâtiments des écoles
 - Zones de stationnement en tenant compte des contraintes du PLUi et Vigipirate.
 - Un logement de fonction pour le gardien du groupe scolaire.
 - Deux (2) cours distinctes pour chacune des écoles.
- Démolition des bâtiments de l'école élémentaire existante et aménagement des espaces extérieurs (parking, cours, voie d'accès au parking, futur terrain d'évolution...)

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est estimée à 20 672 829,15 euros HT, pour une surface de plancher projetée estimée à 3 692 m².

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- construction du complexe sportif : janvier 2021-mars 2022
- désamiantage et démolition du gymnase existant : mars 2022-sept 2022
- construction du nouveau Groupe Scolaire : octobre 2022-juin 2024
- démolition des bâtiments existants abritant l'école élémentaire Langevin et aménagement des espaces extérieurs : juin 2024-mai 2025

Pour désigner le maître d'œuvre de l'opération, il y a donc lieu, conformément à l'article R. 2172-2 du code de la commande publique, d'organiser un concours d'architecture.

Dans cette perspective, un avis d'appel public à la concurrence sera lancé par la Direction de la Commande Publique en vue de retenir 3 candidats qui remettront une esquisse + sur la base du programme.

Par ailleurs, comme l'exige l'article R. 2162-20 du Code de la commande publique, les candidats qui remettront un projet conforme au règlement du concours percevront une indemnité, sous forme de prime, dont le montant sera de 90 000 € HT maximum, soit une dépense pour les 2 candidats non retenus de 180 000 € HT maximum. Pour le lauréat qui sera attributaire du marché de maîtrise d'œuvre attribué à l'issue du concours, cette prime viendra en déduction de la rémunération des missions qui lui seront attribuées à l'issue du concours.

De plus, conformément à l'article 88 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury se réunira pour donner un avis sur les dossiers de candidatures et également sur les projets qui seront remis par les trois candidats qui auront été sélectionnés.

Des qualifications professionnelles particulières sont exigées pour participer à ce concours : Architecte inscrit à l'ordre des architectes ou dans un registre professionnel équivalent, BET ou ingénierie-conseil tous corps d'état.

Le jury de concours est composé, conformément aux dispositions des articles R. 2162-22 et R. 2162-24 du code de la commande publique :

- des membres élus de la commission d'appel d'offres
- des personnes qualifiées désignées par le président du jury, à raison d'au moins 1/3 des membres du jury, ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats. Une indemnisation est accordée aux personnes, exerçant leur profession à titre libéral
- des personnalités ayant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours désignées par le Président du jury

L'ensemble de ces membres ont voix délibérative.

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la composition du jury de concours
- d'approuver le montant de l'indemnité allouée aux concurrents
- le montant d'indemnisation accordée aux personnes qualifiées membres du jury, exerçant leur profession à titre libéral

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles R. 2162-17, R. 2162-22 et R. 2162-24, portant constitution et composition du jury de concours, précisant :

- Que les membres élus de la commission d'appel d'offres font partie du jury de concours,
- Que lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente,

Vu l'article R. 2162-20 du Code de la commande publique qui précise qu'une prime est allouée aux participants qui ont remis des prestations conformes au règlement du concours ;

Vu la délibération 2017/06-01 du Conseil municipal en date du 22 juin 2017 relative à la délégation de pouvoirs au Maire,

Vu la délibération 2014/14-04-08 du Conseil municipal en date du 14 avril 2014 relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres ;

Considérant le lancement d'une procédure de concours de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du groupe scolaire Paul Langevin et du complexe sportif associé et la nécessité de désigner un jury de concours,

Considérant la nécessité d'allouer une prime aux participants du concours et d'indemniser les personnes qualifiées membres du jury, exerçant leur profession à titre libéral, pour leur participation aux réunions du jury ;

Considérant que la qualification professionnelle particulière exigée pour participer à ce concours est la suivante : Architecte inscrit à l'ordre des architectes ou dans un registre professionnel équivalent, BET ou ingénierie-conseil tous corps d'état ;

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la constitution d'un jury de concours en vue de choisir un maître d'œuvre pour la reconstruction du groupe scolaire Paul Langevin et du complexe sportif associé.

Article 2 :

Dit que les membres du jury élus au sein du Conseil municipal sont les membres de la Commission d'Appel d'Offres :

Monsieur le Maire ou son représentant

Titulaires :

- Monsieur Karim HAMRANI
- Monsieur Dref MENDACI
- Monsieur Alexandre BENHAÏM
- Madame Nicole RIVOIRE
- Madame Christiane DEL POZO

Suppléants :

- Mme Yveline JEN
- Monsieur Bernard GIRAULT
- Monsieur Miloud GHERRAS
- Jean Paul LEFEBVRE

Article 3 :

Dit qu'il sera pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la CAO par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Article 4 :

Autorise Monsieur le Maire à désigner toutes personnes au titre des personnes qualifiées tels que les architectes proposés par le conseil régional de l'ordre des architectes (CROA), la Directrice générale adjointe des services techniques ou un ingénieur désigné par le syndicat national des ingénieurs des travaux publics dans la limite de trois personnes.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire à désigner toutes personnes au titre des personnalités ayant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours tels que l'inspecteur de l'académie de Seine-Saint-Denis ou le chef de l'établissement.

Article 6 :

Approuve le montant de l'indemnité forfaitaire qui pourra être alloué, après avis favorable des membres du jury, à chacun des candidats non retenus ayant remis une offre conforme, ainsi qu'au lauréat à titre d'avance sur honoraire, fixé à 90 000 € HT.

Article 7 :

Fixe le montant des indemnités des personnes qualifiées, membres du jury, exerçant leur profession à titre libéral, à 300 €.

Article 8 :

Dit que les dépenses de cette opération seront imputées sur les exercices budgétaires 2019 et suivants de la Ville.

Article 9 :

Donne tout pouvoir à Monsieur Le Maire ou à son représentant à prendre tous les actes nécessaires à la bonne application de la délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITE

La délibération est adoptée

15 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE A LA RÉSILIATION DU BAIL COMMERCIAL DU 52, RUE SAINT DENIS

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Par acte sous seing privé en date du 22 septembre 2010, la SARL Aux Pains Gourmands a bénéficié d'un bail commercial composé de locaux commerciaux dépendant d'un ensemble immobilier, sis 52, rue Saint Denis à Noisy-le-Sec.

Ledit bail a été accepté et consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 21 juillet 2010 pour se terminer le 20 juillet 2019 moyennant un loyer mensuel.

Les lieux sont destinés à usage de « Boulangerie, Pâtisserie, confiserie, traiteur, petite cuisine et boisson à emporter », à l'exclusion de tous autres commerces, industries ou professions.

Or, les locaux objets du bail commercial sont devenus impropres à la poursuite d'une activité commerciale.

En effet, par courrier en date du 28 décembre 2018, la SARL Aux Pains Gourmands a informé la Ville de la présence de fissures importantes dans les murs et le plancher des locaux objets du bail.

Un rapport technique établi par les services de la Ville en date du 8 janvier 2019, il a été constaté des dégâts d'ordre structurel et un risque imminent dans l'espace accueillant du public. Dans ces conditions, la Ville a informé le locataire par courrier en date du 16 janvier 2019 du congé avec refus de renouvellement sans paiement d'une indemnité d'éviction en raison du fait que l'immeuble ne peut plus être occupé sans danger en raison de son état.

Le 8 février 2019, l'adjoint au Maire chargé des bâtiments publics a informé le maire qu'il mettait une procédure de péril imminent.

Le 19 février 2019, l'expert mandaté par le Tribunal administratif de Montreuil a certifié dans son rapport l'existence d'un péril grave et imminent en sollicitant nommant l'évacuation des occupants et du logement du premier étage,

C'est dans ces circonstances que les parties se sont approchées afin d'acter expressément le congé signifié le 18 janvier 2019 et renoncer à formuler une quelconque réclamation au titre des conditions de forme et de fond dudit congé.

Après négociation et après avoir pris en charge les frais de déménagement et trouver un logement à l'occupant et sa famille, la Ville accepte de verser à la SARL Aux Pains Gourmands une indemnité d'éviction compensatrice globale forfaitaire de 130 000 euros s'ajoutera le dépôt de garantie d'un montant de 4 891.18 euros et les frais de résiliation anticipée proratisés d'un montant de 1438,74 euros, soit un total de 136 329.65 euros.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention portant résiliation de bail commercial et d'autoriser le Maire à signer la convention et tous les actes qui en découleraient.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du commerce,

Vu le Code civil et notamment son article 2044,

Vu le rapport technique en date du 8 janvier 2019,

Vu le rapport de l'expert nommé par le Tribunal administratif rendu le 18 février 2019,

Vu l'arrêté n°19-090 du 20 février 2019 portant péril imminent sur la propriété sise 52 rue Saint-Denis à Noisy-le-Sec - parcelle cadastrale n°V 79,

Considérant que les locaux sis 52, rue Saint Denis ont été frappés d'un péril imminent,

Considérant que l'activité de boulangerie devait cesser immédiatement,

Considérant que l'occupant devait évacuer le commerce mais également le logement,

Considérant le préjudice subi par l'occupant au regard de la cessation de son activité malgré les dispositions prises par la Ville pour accompagner l'occupant,

Considérant la volonté des deux parties de transiger et de mettre fin au litige,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention amiable de résiliation du bail commercial pour les locaux sis 52, rue Saint Denis.

Article 2 :

Approuve le montant global et forfaitaire de l'indemnité d'éviction à hauteur de 136 329,65 euros inscrit au budget 2019.

Article 3 :

Autorise le Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention et tous les actes qui en découleraient.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITE

La délibération est adoptée

16 - DIRECTION DE LA PROXIMITÉ URBAINE

APPROBATION DE LA GESTION DU MARCHÉ AUX COMESTIBLES SELON LE MODE D'AFFERMAGE ET DU LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE PASSATION DE LA DÉLÉGATION

Rapporteur : Monsieur Thomas FRANCESCHINI

Par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville a confié à la société SEMACO la gestion des marchés forains pour une durée de 6 ans.

Cette concession de service public a été prolongée d'un an et arrive donc à échéance le 30 avril 2020. Il est nécessaire de relancer une consultation.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal, au vu du présent rapport, de se prononcer sur le mode de gestion du service : Délégation de Service Public ou reprise en régie.

I. LES CONDITIONS ACTUELLES DE GESTION ET LES ÉVOLUTIONS ENVISAGEABLES

Actuellement, trois prestataires interviennent sur le marché aux comestibles de la place des Découvertes : la SEMACO pour la gestion proprement dite de l'activité commerciale, la société Ourry pour le nettoyage et la SEPUR pour le retrait des déchets. Cette multiplicité d'acteurs génère des difficultés de coordination d'intervention. Pour une meilleure efficacité du service il est proposé de confier l'ensemble des prestations liées au marché à un seul délégataire qui aura la charge de coordonner les interventions des différents corps de métier.

Par ailleurs, il est proposé d'exclure du périmètre du marché les espaces non pourvu de dispositif de douillage, à savoir l'espace devant la maison des syndicats et la rue Damoiselet (plan annexé). Cette redéfinition du périmètre devrait permettre une meilleure circulation aux abords du marché et une diminution des conflits d'usage au sein de la place des Découvertes.

Enfin, afin d'accroître le contrôle sur la gestion du marché, un contrat d'objectifs assorti de pénalités permettra d'encadrer la prestation du gestionnaire du marché. Ce contrat d'objectif porte sur les points suivants : diversité de l'offre, animation commerciale, propreté du site.

II. LE CHOIX DU MODE DE GESTION

Le Conseil municipal doit choisir entre les deux modes de gestion possibles :

- la gestion directe (création d'une régie municipale),
- la gestion déléguée (sous la forme d'un contrat de Délégation de Service Public, de type affermage).

Au vu du bilan des avantages et inconvénients entre la gestion en régie et la gestion déléguée (rapport annexé), la Ville souhaite déléguer l'exploitation et la gestion du marché aux comestibles ainsi que le nettoyage et la collecte des déchets liés à l'exploitation du marché. Cette gestion déléguée permet à la ville de confier la gestion du service public à un opérateur économique auquel est transféré le risque lié à l'exploitation.

Si la Ville optait pour une régie directe, elle devrait en effet organiser elle-même avec ses propres moyens la gestion de ce service public ce qui obligerait à embaucher du personnel, en partie sur des horaires décalés, à créer un budget annexe et encaisser directement les droits de place.

Actuellement, la mise en place d'une gestion en régie impliquerait l'embauche de 6 ETP et un accroissement de la charge de travail pour les services supports (chargé de mission commerce, secrétariat, services financier et juridique) uniquement pour la part gestion du marché (hors propreté et gestion des déchets). Par ailleurs, de par l'ampleur du marché, la redevance versée aujourd'hui à la ville est d'environ 137 000 euros. Néanmoins au regard de la réduction de la taille du marché (sortie de la rue Damoiselet et de l'espace non muni de douille devant la maison des syndicats) et de l'intégration du

nettoyage et de la collecte des déchets à la mission du prestataire du marché, cette redevance devrait être diminuée.

III. CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE DÉLÉGATAIRE

Le délégataire devra assurer, à ses risques et périls, l'exploitation du marché.

A ce titre, ses obligations porteront sur :

- la réalisation à ses frais de l'ensemble des ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement du service,
- la fourniture, l'entretien et le renouvellement des matériels mobiles attrayants nécessaires au fonctionnement des marchés (abris mobiles, tentes, bâches, piquets, etc...),
- l'installation, le montage et le démontage des marchés aux heures fixées par la convention,
- le placement et l'installation des commerçants, lors de chaque tenue des marchés (emplacements, propreté, horaires, stationnement),
- le recrutement des commerçants et la gestion, en liaison avec la Ville, des attributions d'emplacements aux commerçants,
- la mise en place d'animations sur les marchés et d'une communication adaptée,
- le contrôle du respect par les commerçants du règlement des marchés,
- la gestion des rapports avec les commerçants, gestion des conflits, des réclamations...,
- la prise de toute mesure destinée à assurer de bonnes conditions sanitaires aux commerces des produits et à la propreté du marché (nettoyement des emplacements des marchés),
- la perception des droits des places aux tarifs fixés par la Commune,

Afin de renforcer le pouvoir de contrôle de la Ville, le concessionnaire sera soumis à un contrat d'objectif tant sur la question de la propreté du marché que sur la qualité de l'offre.

Le concessionnaire versera à la Ville une redevance annuelle de l'exercice écoulé dont le montant sera fixé par la convention.

La durée de la convention est fixée à 3 ans, délai qui permettra d'étudier l'éventualité de la création et du positionnement d'une halle couverte. La Commune conservera le contrôle de l'exécution du service public délégué.

Après avis de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 28 mai 2019, le mode de gestion de type affermage a été approuvé avec réserve en demandant le retrait de la prestation de collecte, initialement prévue, du périmètre de la future délégation de service public.

Dès lors le futur contrat de délégation de service public ne comprendra pas cette prestation.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé d'approuver le principe de délégation de service public de type affermage et du lancement de la procédure y afférant concernant l'exploitation du marché aux comestibles de la place des Découvertes.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1411-4 et suivants,

Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions,

Vu le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif au contrat de concession,

Vu l'avis favorable assorti d'une réserve de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 28 mai 2019 s'agissant du retrait de la prestation collecte du périmètre de la délégation de service public,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 4 juin 2019,

Vu la concession de service des marchés aux comestibles dont le terme est fixé au 30 avril 2020,

Considérant le rapport annexé à la présente délibération,

Considérant l'intérêt pour la commune de déléguer la gestion des marchés aux comestibles au vu des contraintes présentées par la gestion en régie directe,

Considérant qu'en gestion déléguée, la collectivité conserve le pouvoir d'organiser le service public et de contrôler son exécution par le délégataire,

Considérant la nécessité de disposer d'un nouveau délégataire afin d'assurer la continuité du marché aux comestibles

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe de toute délégation de service public local,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Approuve le principe de la délégation de service public de type affermage pour l'exploitation du marché aux comestibles.

Article 2 :

Autorise le Maire ou son représentant à lancer une procédure de délégation de service public de type affermage pour la gestion du marché aux comestibles.

Article 3 :

Autorise le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférents à cette procédure.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	11	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Corinne BORD
POUR	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

17 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

ACQUISITION D'UN BIEN SIS 6 BOULEVARD MICHELET À NOISY-LE-SEC AU TITRE DE LA PROCÉDURE DITE DES BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE

Rapporteur : Madame Yveline JEN

La parcelle AH n°173, sise 6 Boulevard Michelet à Noisy-le-Sec, d'une surface de 84 m², est en état d'abandon et d'inoccupation manifeste. Cette parcelle se situe dans le périmètre d'une future opération de constructions neuves dans le cadre du projet « Brément / Chaplin ».

Au regard de l'état d'abandon et d'inoccupation manifeste de cette parcelle, la Ville a engagé une procédure d'incorporation du bien dans son patrimoine au titre des biens vacants et sans maître.

Cette démarche, issue de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, permet aux communes d'appréhender les biens vacants et sans maître. Il s'agit des biens immobiliers dont le propriétaire est inconnu et pour lesquels les taxes foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de 3 ans, ou dont le propriétaire est connu mais décédé depuis plus de 30 ans, sans héritier ou en laissant des héritiers n'ayant pas accepté la succession de manière expresse ou tacite durant cette période.

La saisine du notaire de la Ville a permis de mettre en évidence que la parcelle AH numéro 125 a été divisée en trois nouvelles parcelles cadastrées section AH numéro 171, 172 et 173 par suite d'ordonnance d'expropriation du 18 novembre 1963 et ordonnance rectificative du 26 août 1964. Les parcelles AH171 et AH172 ont été expropriées au profit de la ville de Noisy-le-Sec.

L'ordonnance d'expropriation du 18 novembre 1963 désigne madame Lucienne GRANDSART, née BARAT, née le 07 janvier 1906 à Paris (11^e), comme propriétaire de la parcelle AH numéro 125.

Un acte de décès obtenu auprès de la Mairie de Paris mentionne que madame Lucienne GRANDSART est décédée le 1er novembre 1997, soit depuis 21 ans.

Le travail du généalogiste a permis d'établir que madame GRANDSART n'avait laissé qu'une seule héritière, à savoir madame Suzanne, Georgette, Augustine GRANDSART,

En outre, les services des hypothèques ont indiqué qu'il n'existait aucune formalité au fichier immobilier du chef de madame GRANDSART, seules ont été relevées les formalités relatives à l'ordonnance d'expropriation et à l'ordonnance d'expropriation susvisées.

Enfin, le service des impôts de Seine-Saint-Denis indique qu'aucun avis de taxe foncière n'a été émis entre 2006 et 2018, les années antérieures ne sont plus accessibles.

Suite à saisine des hypothèques et du notaire de la Ville, il apparaît, en l'état, l'impossibilité d'établir la propriété de madame Lucienne GRANDSART sur la parcelle AH173 en l'absence de formalité de sa part, suite à l'ordonnance d'expropriation.

Le bien étant, au vu de ces éléments, présumé vacant et sans maître, et aucun propriétaire ne s'étant manifesté au cours des 6 mois ayant suivi l'affichage de l'arrêté constatant cet état, la ville peut en conséquence décider de l'incorporation de ce bien dans son patrimoine.

L'acquisition par la Ville de cette parcelle permettra d'engager les réflexions quant à sa future valorisation dans le respect des orientations définies par la municipalité.

Un arrêté du 5 décembre 2016 a fixé les nouveaux seuils applicables, à compter du 1^{er} janvier 2017, aux opérations d'acquisitions des collectivités publiques. Pour les opérations de vente, le seuil s'élève à 180 000 €. Au regard de la taille de la parcelle et de valeur préétablie relativement faible, l'avis des Domaines n'est pas requis. Aussi, au regard de l'état du marché immobilier et de l'état de la parcelle, le prix de la parcelle est estimée à 17 000 €.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'acter la procédure menée par la Ville au titre des biens vacants et sans maître et d'autoriser Monsieur le Maire à signer, au nom de la Ville, tout acte ou pièce nécessaire à l'incorporation du bien sis 6 Boulevard Michelet dans son patrimoine.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 1123-1 et suivants,

Vu l'article 713 du Code civil,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 147,

Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 portant modification des seuils de sollicitations d'avis des Domaines,

Vu le courrier de l'office notarial Dubreuil, Créneau Jabaud, Bernard et Latour en date du 31 août 2018,

Vu le courrier du service des impôts de Seine-Saint-Denis du 31 août 2018,

Vu le courrier du service de la publicité foncière en date du 3 mai 2016,

Vu la copie de l'acte de décès de Madame Lucienne Joséphine GRANDSART, née BARAT, en date du 13 novembre 1997,

Vu le relevé de propriété concernant la parcelle cadastrée section AH n° 173,

Vu le procès verbal en date du 17 septembre 2018 de la Commission Communale des Impôts Directs qui s'est tenue le 17 septembre 2018,

Vu l'arrêté du Maire n°18-356 du 8 octobre 2018 portant constatation d'un bien vacant et sans maître sis 6 Boulevard Michelet, transmis en Préfecture le 8 octobre 2018,

Considérant qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté dans le délai de 6 mois à compter de l'affichage de l'arrêté précédemment mentionné,

Considérant qu'à ce titre le bien sis 6 Boulevard Michelet à Noisy-le-Sec, et cadastré Section AH n° 173 est présumé sans maître, et qu'il peut donc être incorporé dans le domaine communal,

Considérant qu'au regard de la taille de la parcelle, l'Avis des Domaines n'est pas requis,

Considérant que l'estimation de la parcelle, réalisée par les services de la ville au regard du marché immobilier et des prix pratiqués, est chiffrée à 17 000 €,

DELIBERE

Article 1

Le bien sis 6 Boulevard Michelet à Noisy-le-Sec, cadastré Section AH n° 173, sera incorporé dans le domaine communal.

Article 2

Un arrêté du Maire constatera cette incorporation postérieurement à son acquisition.

Article 3

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces et actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

18 - DIRECTION DE LA PROXIMITÉ URBAINE

APPROBATION DE LA CHARTE LOCALE DE RELOGEMENT DANS LES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN (SITE NPNRU)

Rapporteur : Madame Stéphanie SANNIER

La Charte locale de relogement est une déclinaison opérationnelle de la Charte territoriale de relogement des opérations de renouvellement urbain d'Est Ensemble qui a été approuvée lors du Conseil de Territoire du 29 mai 2018.

Cette charte régit l'ensemble des relogements mis en œuvre dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et ce que ce soit sur des opérations de démolition de logements sociaux, telles qu'au Londeau, ou dans le cadre de dispositifs d'intervention sur l'habitat privé.

Cette charte a été construite de manière partenariale (bailleurs, Etat, Est Ensemble et Action Logement) à partir d'une lecture croisée des différentes chartes existantes.

L'élaboration de cette charte a abouti à :

- l'établissement d'un processus opérationnel pour pouvoir mobiliser les logements au profit des projets NPNRU sans mettre en concurrence les demandeurs « classiques » de logement et ceux résidants dans des secteurs NPNRU voués à la démolition,
- la minimisation du temps d'immobilisation des logements pour les bailleurs non démolisseurs,
- la clarification et l'uniformisation des pratiques actuelles d'accompagnement des ménages à reloger par les différents bailleurs,
- La création d'instance permettant une lisibilité plus forte sur le relogement et d'appréhender les nouvelles obligations réglementaires issue de la loi ELAN.

La présente charte décline les engagements de chacun des partenaires (bailleurs démolisseurs et non démolisseurs, Etat, Action Logement, ville, habitants) notamment sur la mobilisation des différents contingents et précise les modalités d'accompagnement des ménages afin de favoriser leur relogement dans le cadre d'un parcours résidentiel positif, tout en garantissant un traitement équitable de leur demande. Y est exposé notamment quel public est pris en charge, comment s'opère l'accompagnement des ménages en situation d'impayé, et décrit les attendus de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

La charte locale est enfin un outil de concertation locale tant avec les acteurs et partenaires locaux qu'avec les habitants, les locataires et leurs associations représentatives. Elle permet de poser un cadre réglementaire de la concertation avec les locataires et leurs représentants et d'assurer ainsi l'information régulièrement du processus et des conditions relatives à l'opération de relogement.

Afin d'accompagner le relogement dans les opérations NPNRU il est demandé au Conseil municipal d'approuver la charte locale de relogement de Noisy-le-Sec et de donner pouvoir au Maire pour signer la charte locale de relogement.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu les articles L. 521-1 et L. 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation et l'article L. 314-1 du Code de l'urbanisme portant sur l'obligation de relogement des ménages et les conditions auxquelles le relogement doit s'opérer,

Vu le Règlement Général de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) relatif au nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU) du 16 juillet 2015,

Vu la délibération n°2016-12-13-4 du Conseil Territorial du 13 décembre 2016 relative à l'approbation définitive du protocole de préfiguration de renouvellement urbain d'Est Ensemble en vue de sa signature,

Vu la délibération n°2017-02-28-4 du Conseil Territorial du 28 février 2017 concernant la création d'une Conférence Intercommunale du Logement sur le territoire d'Est Ensemble, son fonctionnement et sa composition,

Vu la délibération n°2018-05-29-9 du Conseil Territorial du 29 mai 2018 approuvant la charte de relogement territorial des projets de renouvellement Urbain,

Considérant la nécessité de mettre en œuvre les projets de renouvellement urbain de Noisy-le-Sec afin d'améliorer le cadre de vie et les conditions de logement des habitants et que ceci impose d'intervenir par le biais de démolitions de logements du parc locatif social,

Considérant que les relogements des ménages concernés doivent respecter une équité de prise en charge et que le relogement doit constituer pour les intéressés une opportunité d'améliorer leur parcours résidentiel,

Considérant que ces opérations mobilisent différents partenaires dont il convient de formaliser les engagements pour garantir la réussite des opérations de relogement,

Considérant que la signature de la charte locale formalise les engagements de chacun,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Approuve la Charte locale de relogement des projets de renouvellement urbain de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Autorise le Maire ou son représentant à signer la Charte local de Relogement annexée à la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

19 - DIRECTION DE LA PROXIMITÉ URBAINE

AVIS SUR LE DOCUMENT CADRE D'ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA CONFÉRENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT D'EST-ENSEMBLE

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Depuis 2016, l'Établissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble s'est engagé dans l'animation de la conférence intercommunale du logement (CIL), en application des différentes lois encadrant ce dispositif, qui confère un rôle nouveau à l'échelon territorial en matière de politique d'attribution du logement social.

Instauré par la loi ALUR du 24 mars 2014, la CIL, nouvelle instance de gouvernance, doit définir le cadre général de la politique intercommunale d'attribution des logements, en fixant les objectifs de mixité sociale et d'équilibre à l'échelle du Territoire, les modalités d'attribution des logements et les principes de coopération entre acteurs, en recherchant la simplification des dispositifs existants et une meilleure lisibilité pour les demandeurs.

Co-pilotée par l'Établissement Public Territorial, en appui aux neuf villes du Territoire, et par l'Etat, elle réunit l'ensemble des acteurs du logement social, bailleurs, réservataires, associations d'accompagnement des locataires et de défense du droit au logement.

La conférence intercommunale du Logement doit élaborer et valider le document-cadre d'orientations stratégiques et donner un avis sur :

- la convention intercommunale d'attribution, qui décline les orientations en engagements quantitatifs pour les bailleurs et les réservataires dont la Ville ;
- le plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur, qui définit les processus nécessaires à leur réalisation.

Deux lois instaurent des principes généraux des CIL : la loi égalité et citoyenneté et la loi ELAN.

La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 a précisé les attentes réglementaires en matière de politique d'attribution, visant à améliorer l'accès au logement social et à développer la mixité sociale.

La loi ELAN du 23 novembre 2018 introduit des modifications importantes dans le processus d'attribution, tel que l'examen régulier par le bailleur de la situation des occupants de logements sociaux afin de lutter contre la sous-occupation et la sur-occupation, le fonctionnement des attributions en flux et non en stock pour chacun des réservataires et la mise en place obligatoire de la cotation.

Aujourd'hui il s'agit de délibérer sur le document cadre d'orientations stratégiques de la CIL d'Est Ensemble, première pierre préfiguratrice de la Convention Intercommunal d'Attribution (CIA). Ce document vise à exposer la manière dont le territoire compte répondre aux objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté au regard de ses spécificités propres, mais aussi quels sont les processus mis en place pour améliorer le niveau de satisfaction des besoins des ménages d'Est Ensemble, et particulièrement des plus vulnérables.

A) Concernant le 1^{er} volet du document cadre d'orientation stratégique : Répondre aux objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté en prenant en compte les spécificités du Territoire).

La loi impose pour tendre vers une plus forte mixité sociale, que 25% des attributions en dehors des QPV se fassent au profit de ménages du 1^{er} quartile (ménages les plus défavorisés). Sur le territoire d'Est Ensemble, c'est aujourd'hui 16,5 % des attributions qui sont effectuées en ce sens. Au regard des loyers plus élevés sur les secteurs hors QPV, il conviendra de renforcer la vigilance de l'ensemble des partenaires (réservataires et bailleurs) pour que, lorsqu'il y a une adéquation entre niveau de ressources des habitants et loyer pratiqué, un positionnement des ménages du 1^{er} quartile soit recherché.

Un des autres leviers de la loi pour tendre vers plus de mixité est qu'au moins 50 % des attributions réalisées en QPV se fassent au profit des ménages autres que ceux du premier quartile. Sur ce point, Est Ensemble y parvient largement puisque près de 74 % des attributions en QPV se fait au profit des ménages des 2,3 et 4^{ème} quartiles. Sur ce point, le document cadre préconise de favoriser les 3^{ème} et 4^{ème} quartiles sur l'attribution en QPV et de favoriser parallèlement la sortie des ménages du 1^{er} quartile des QPV. Cette double orientation, risque de diminuer proportionnellement la mobilité des 3^{ème} et 4^{ème} quartiles qui souhaiteraient sortir des QPV. La crainte de la Ville est d'avoir un taux de refus important de

ces classes moyennes à accepter un logement en QPV de peur de ne réussir d'avoir un parcours résidentiel positif par la suite. Or, aujourd'hui, le taux de refus est déjà important sur ces quartiers, la perspective d'avoir des difficultés à terme pour évoluer vers d'autres secteurs peut être un facteur aggravant d'évitement des QPV pour ces 3^{ème} et 4^{ème} quartile.

Une réserve est donc émise sur cette orientation, alors qu'aujourd'hui, le territoire va au-delà des objectifs fixés par la loi.

Enfin, sur la prise en charge des publics DALO par le territoire, l'enjeu consistera à labelliser l'ensemble des publics potentiellement prioritaires du territoire pour démontrer l'effort du territoire pour l'accueil de ses populations et travailler par conséquent avec l'État sur une « préférence territoriale » des publics DALO.

B) Concernant le 2^{ème} volet : Améliorer le niveau de satisfaction des besoins des ménages d'Est Ensemble

La Ville adhère à l'ensemble des propositions et sera signataire du pack mobilité afin de permettre également au locataire du parc social de fluidifier leur parcours résidentiel. Une interrogation est néanmoins soulevée quant à la favorisation de la colocation dans le parc social. En effet, il conviendra d'avoir un système de recrutement particulier pour qu'il n'y ait pas de problématique de voisinage entre colocataires.

C) Concernant le 3^{ème} volet : Mieux accompagner les publics vulnérables dans l'accès et le maintien dans le logement

Il est proposé de mettre en place sur l'ensemble des communes du territoire des CLIL, homologue de notre CPI sur Noisy-le-Sec. Sur ce point, la Ville tient à préciser que plus que l'objectif zéro expulsion sur le territoire, un manque de moyens est aujourd'hui existant à l'échelon supra communal pour accompagner les ménages en difficulté et ce surtout d'un point de vue de la santé mentale ou psychique. En effet, du fait d'un défaut de moyen et de suivi par les tutelles, il n'est pas possible de maintenir systématiquement des personnes développant des pathologies au sein du parc de logement classique, au risque de déstabiliser une résidence. La Ville demande donc que pour diminuer le nombre d'expulsions, des moyens supplémentaires soient affectés pour la prise en compte des pathologies mentales notamment (diogène...) par les structures supra communales.

Par ailleurs, la Ville demande qu'à cet objectif zéro expulsion soit adjoint l'obligation pour les bailleurs d'informer la Ville dès qu'une situation de dette locative est repérée par le bailleur pour permettre de mobiliser l'ensemble des partenariats possibles.

Au regard des éléments ci-dessus, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le document cadre d'orientations stratégiques de la CIL avec les réserves suivantes :

- Conserver une attribution préférentielle (+ de 70%) au sein des QPV pour les ménages autres que ceux du 1^{er} quartile et ce sans cibler plus spécifiquement les 3^{ème} et 4^{ème} quartiles,
- Conserver la fonction de logements familiaux pour les logements sociaux et par conséquent ne pas développer spécifiquement la colocation au sein du parc social pour limiter notamment les risques de problématique de voisinage entre colocataires,
- Conditionner l'objectif de zéro expulsion à une systématisation du repérage des ménages en difficulté par les bailleurs auprès des villes et à l'augmentation de moyens pour la prise en compte des pathologies mentales et psychiques.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu la loi Égalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 conférant au Territoire un rôle de pilote de la stratégie territoriale d'attribution dans le cadre des CIL,

Vu la délibération n°2017-02-28-4 du Conseil Territorial du 28 février 2017 concernant la création d'une Conférence Intercommunale du Logement sur le territoire d'Est Ensemble, son fonctionnement et sa composition,

Considérant que le document cadre d'orientations stratégiques sera présenté en conseil de territoire du 2 juillet 2019,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal d'émettre un avis sur le document cadre d'orientations stratégiques.

Considérant que le document cadre s'attache dans sa globalité à poursuivre le but d'un rééquilibrage infra territorial

DELIBERE

Article 1^{er} :

Emet un avis favorable avec réserves sur le document cadre d'orientations stratégiques de la Conférence Intercommunal du Logement d'Est Ensemble. Les réserves émises sont les suivantes :

- Conserver une attribution préférentielle (+ de 70%) au sein des QPV pour les ménages autres que ceux du 1^{er} quartile et ce sans cibler plus spécifiquement les 3^{ème} et 4^{ème} quartiles,
- Conserver la fonction de logements familiaux pour les logements sociaux et par conséquent ne pas développer spécifiquement la colocation au sein du parc social pour limiter notamment les risques de problématique de voisinage entre colocataires,
- Conditionner l'objectif de zéro expulsion à une systématisation du repérage des ménages en difficulté par les bailleurs auprès des villes et à l'augmentation de moyens pour la prise en compte des pathologies mentales et psychiques.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	11	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Corinne BORD
POUR	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

20 - DIRECTION DE LA COHÉSION SOCIALE

ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL SUR LA POLITIQUE DE LA VILLE SUR LE TERRITOIRE D'EST ENSEMBLE - ANNÉE 2017

Rapporteur : Madame Élisabeth LEFEUVRE

Le rapport annuel sur la politique de la ville sur le territoire d'Est Ensemble présente la situation de l'Établissement public territorial (EPT) Est Ensemble au regard de la politique de la ville. Il s'agit du premier rapport réalisé par l'EPT, répondant aux obligations de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (loi Lamy).

Le territoire de l'EPT compte 418 000 habitants, dont 40% résident dans 19 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Près de 60 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté au sein de ces quartiers. 7 quartiers figurent dans la liste des quartiers d'intérêt national et 5 dans la liste des quartiers d'intérêt régional du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Un tiers de la population du territoire vit dans un quartier NPNRU. Le territoire d'Est Ensemble est donc plus que concerné par la politique de la ville.

Ce rapport vise trois objectifs :

- Valoriser l'action du bloc communal : Est Ensemble et les villes de Bagnolet, de Bobigny, de Bondy, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil, de Noisy-le-Sec, de Pantin et de Romainville, en faveur des quartiers prioritaires. Le rapport n'est pas circonscrit uniquement aux crédits spécifiques de la politique de la ville, mais concerne l'ensemble des politiques publiques de l'EPT et de ses partenaires.
- Actualiser le diagnostic territorial réalisé au moment de l'élaboration du contrat de ville : réinterroger les enjeux au regard de l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires.
- Se donner les moyens de mieux suivre la mise en œuvre du contrat de ville.

Le rapport est organisé en deux volets :

- Un premier volet thématique, qui présente, enjeu par enjeu, l'action d'Est Ensemble et de ses partenaires (retour sur la programmation des crédits spécifiques, valorisation d'actions), qui sont confrontés à des données de contexte du contrat de ville et du diagnostic Compas. Dans un objectif d'amélioration du suivi de l'évolution des quartiers et du contrat de ville, le rapport propose également des pistes de travail, ainsi que des indicateurs d'observation pertinents sur chaque thématique ;
- Un deuxième volet transversal sur les modalités de pilotage et d'animation du contrat de ville (ingénierie, gouvernance, participation citoyenne etc.).

Il s'articule autour de 5 messages clés:

- L'engagement massif des acteurs du territoire pour réduire les inégalités causées par « l'effet quartier ».
- Au-delà des crédits spécifiques, toute action publique locale de droit commun répond à une caractéristique du territoire d'Est Ensemble : l'écart entre les quartiers politique de la ville et les autres quartiers existe mais est modéré.
- Le vrai enjeu est le creusement des inégalités entre Est Ensemble et la métropole du Grand Paris.
- Le besoin de service public dans les quartiers politique de la ville est plus fort qu'ailleurs, et pourtant les habitants de ces quartiers sollicitent moins qu'ailleurs les services publics.
- Les actions sur l'emploi et la petite enfance : deux leviers stratégiques multiplicateurs de réussites. La santé est aussi un point d'attention dans un contexte d'inégalité d'accès aux soins qui peut peser sur la réussite éducative et l'accès à l'emploi pérenne.

Ce rapport ne peut à ce jour être exhaustif, mais pose les jalons d'une ambition partagée, qui sera consolidée dans les prochaines années de mise en œuvre du contrat de ville.

Il est demandé au Conseil municipal d'adopter ce Rapport annuel sur la politique de la ville sur le territoire d'Est Ensemble.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret 2014-767 du 03 juillet relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,

Vu le rapport annuel sur la politique de la ville sur le territoire d'Est Ensemble pour l'année 2017,

Considérant la nécessité de soumettre pour adoption le rapport annuel proposé par l'EPT Est Ensemble pour l'année 2017,

DELIBERE

Article 1 :

Adopte le rapport annuel sur la politique de la ville sur le territoire d'Est Ensemble pour l'année 2017.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »,
POUR	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,

La délibération est adoptée

21 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

SIMPLIFICATION DU FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DU FONDS D'INITIATIVES ASSOCIATIVES

Rapporteur : Madame Elisabeth LEFEUVRE

En 2019, l'État a décidé de reconduire le portage du Fonds d'Initiatives Associatives (FIA) par la commune.

Pour rappel, l'objectif du FIA est de soutenir, via le versement d'une subvention maximale de 3 000 €, les projets associatifs qui contribuent à la création du lien social dans les quartiers relevant de la politique de la ville.

Le FIA est abondé par l'État, dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville, à hauteur de 15 000 €. Le dispositif est copiloté par la commune et l'EPT Est Ensemble. A ce titre, une subvention de 12 000 € est allouée à la commune tandis qu'une subvention de 3 000 € est allouée à Est Ensemble.

Le FIA est un dispositif souple qui se doit d'être réactif afin de soutenir efficacement les initiatives associatives. Aussi il est proposé une simplification du fonctionnement du dispositif comparativement aux éditions précédentes. Concrètement, tous les projets sollicitant une subvention dans le cadre du FIA feront l'objet d'une étude technique conjointe à l'occasion d'une commission d'instruction réunissant Est Ensemble, la Commune, l'État et le conseil citoyen. L'instruction technique proposera à Monsieur le Maire un montant de subvention à allouer. Le versement des subventions se fera ensuite par décision du Maire.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions dans le cadre du Fonds d'Initiatives Associatives sur la base de l'instruction technique partagée.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la délibération n° 2015/05-01 du Conseil municipal du 21 mai 2015 portant approbation du contrat de ville communautaire 2015-2020,

Considérant que le contrat de ville communautaire 2015-2020 se fixe notamment pour objectif de favoriser le développement du lien social dans les quartiers prioritaires par un soutien renforcé aux initiatives associatives,

Considérant que tous les projets sollicitant une subvention dans le cadre du FIA feront l'objet d'une étude technique conjointe à l'occasion d'une commission d'instruction réunissant Est Ensemble, la Commune, l'État et le conseil citoyen,

Considérant que l'instruction technique proposera à Monsieur le Maire un montant de subvention à allouer,

DELIBERE

Article 1 :

Acte le versement d'une enveloppe de 12 000 € par l'État dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville à la commune pour le portage du Fonds d'Initiatives Associatives.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à verser par décision les subventions sur la base de l'instruction technique partagée.

Article 3 :

Précise que les dépenses et les recettes afférentes sont inscrites au budget principal 2019.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITE

La délibération est adoptée

22 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

PARC-RELAIS - IDF MOBILITÉS

Rapporteur : Monsieur Olivier DELEU

A compter du mois de juillet 2019, de nombreuses communes de petite couronne entreront officiellement dans la Zone à Faibles Émissions (ZFE), interdisant ainsi l'accès sur leur territoire aux véhicules les plus polluants. A terme, toutes les communes englobées par l'A86 entreront dans la ZFE.

Si de nombreux automobilistes acquerront un véhicule moins polluant pour continuer à circuler au sein de la petite couronne, d'autres se reporteront sur les transports en commun et viendront ainsi stationner aux abords des gares précédant la ZFE.

Pour accompagner ce report sur les transports en commun, Île-de-France (IDF) Mobilités a choisi de mettre en place la gratuité dans les parkings labellisés Parcs Relais des zones 3, 4 et 5, pour tous les automobilistes détenteurs d'un abonnement annuel au passe Navigo. Les automobilistes vivant hors de la ZFE pourront ainsi stationner dans un Parc Relais et continuer leur trajet en petite couronne au moyen des transports en commun.

La gare de Noisy-le-Sec est située en zone 3 du réseau de transports francilien et est ainsi éligible à ce dispositif de gratuité. Le Parc Relais de la gare est par ailleurs sous-utilisé, tandis que le stationnement sur voirie est engorgé. La mise en place de la gratuité pourrait ainsi contribuer à désengorger l'offre communale de stationnement.

Par cette délibération, il est proposé au Conseil municipal de solliciter auprès d'IDF Mobilités et de SNCF en sa qualité de maître d'ouvrage du Parc Relais, la mise en place de ce dispositif à Noisy-le-Sec. Il n'en coûtera rien à la Ville, Île-de-France Mobilités s'engageant à couvrir le manque à gagner par la voie d'une convention avec la SNCF.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2019/039 du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France réuni en séance le 13 février 2019,

Vu le courrier d'Île-de-France Mobilités n° 19000798 à destination de la ville de Noisy-le-Sec, en date du 15 avril 2019, relatif à la mise en place d'abonnements à 0 € dans les parkings labellisés Parc Relais des zones 3, 4 et 5, à compter du 1^{er} mars 2019 pour les abonnés détenteurs d'un passe Navigo chargé d'un forfait annuel,

Vu le courrier de la ville de Noisy-le-Sec n° 193004 à destination d'Île-de-France Mobilités en date du 30 avril 2019, demandant à bénéficier du dispositif de gratuité sur le Parc Relais de la gare SNCF de Noisy-le-Sec, comprise en zone 3 du réseau de transports en commun francilien,

Considérant le besoin sur le plan environnemental de favoriser le report modal vers les transports en commun, notamment en Île-de-France dans le contexte de la mise en place de la Zone à Faibles Émissions,

Considérant que le Parc Relais de la gare SNCF de Noisy-le-Sec n'est occupé qu'à 53 % en journée (chiffre 2016),

Considérant que cette nouvelle politique tarifaire proposée par IDF Mobilités doit permettre d'améliorer l'attractivité et le taux de charge de ce Parc relais, mais aussi de répondre pour partie au problème d'engorgement du stationnement sur voirie publique aux abords de la gare,

DELIBERE

Article 1

Sollicite auprès d'IDF Mobilités et de SNCF, en sa qualité de maître d'ouvrage du Parc Relais de la gare de Noisy-le-Sec, la mise en place de ce dispositif de gratuité pour ce Parc Relais permettant aux détenteurs d'un abonnement annuel au passe Navigo de bénéficier d'une gratuité d'accès.

Article 2

Demande à ce que cette gratuité soit mise en œuvre dès le second semestre de cette année.

Article 3

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tous les actes nécessaires pour appliquer cette délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

23 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

DÉNOMINATION D'ÉQUIPEMENTS NOISÉENS

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

La ville de Noisy-le-Sec poursuit son aménagement, son développement et sa rénovation. Ces changements sont l'occasion de dénommer et renommer des équipements, des écoles – nouvelles ou anciennes –, squares en rendant hommage à des personnalités qui ont marqué l'histoire politique, culturelle et militante de notre pays, de pays voisin et de notre Ville.

Elle a ainsi procédé à une sélection de personnalités, des figures qui représentent la détermination mais aussi des valeurs communes partagées de tous, telles que la laïcité, la solidarité, le partage, le courage et l'humanisme.

Il en va également du devoir de mémoire auquel est attaché chaque noiséen.

De Simone Veil, déportée et rescapée de la Shoah disparue en juin 2017, magistrate et femme d'État française, 1^{ère} Présidente du Parlement Européen élue en 1979, élue à l'Académie Française en 2008, grande défenseuse des droits des femmes, qui connaissait Noisy-le-Sec pour y être venue, en passant par Aimé Césaire, écrivain, puis maire et député, à la fois poète, dramaturge, essayiste, promoteur de l'Afrique et de sa culture, qui ont consacré leur vie à défendre les causes les plus nobles.

De Lounès Matoub chanteur, musicien, auteur-compositeur-interprète et poète algérien d'expression kabyle assassiné en 1998 pour avoir défendu la démocratie et la laïcité, en passant par Arnaud Beltrame, officier supérieur de gendarmerie français, connu pour s'être volontairement substitué à une otage au cours de l'attaque terroriste du 23 mars 2018 à Trèbes, dont leurs mémoires évoquent la bravoure et le courage.

Et enfin, Pierre Lerenard, ancien Adjoint au Maire en charge des Affaires scolaires de 2003 à 2008, puis Conseiller Municipal entre 2010 et 2016, Chevalier des Palmes académiques (1980) et Chevalier de la Légion d'Honneur (1988), grand défenseur du service public et de l'Education Nationale, qui nous a quitté le 21 juillet 2016, symbolise la transmission de l'histoire.

Il convient de faire honneur à leur parcours en attribuant leurs noms à des équipements municipaux.

Il est donc proposé au Conseil municipal de dénommer les équipements suivants :

- École Élémentaire Boissière en École Élémentaire Pierre Lerenard
- École Maternelle Boissière en École Maternelle Aimé Césaire
- Le parvis de la médiathèque, place des Cités Unies en Esplanade Simone Veil
- Square Sémard en Square Lounès Matoub
- Square Carnot en Square Arnaud Beltrame

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'exposé du rapporteur,

Considérant que c'est au Conseil municipal de se prononcer sur toute nouvelle dénomination,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Approuve les dénominations suivantes :

- École Élémentaire Boissière : École Élémentaire Pierre Lerenard

- École Maternelle Boissière : École Maternelle Aimé Césaire
- Parvis de la médiathèque, place des Cités Unies : Esplanade Simone Veil
- Square Semard : Square Lounès Matoub
- Square Carnot : Square Arnaud Beltrame

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	10	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR	32	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne BORD

La délibération est adoptée

24 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LE CERCLE DES NAGEURS NOISÉENS

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Le Cercle des Nageurs Noiséens est la vitrine sportive de la ville de Noisy-le-Sec.

Cette association est reconnue par ses pairs dans l'hexagone. Par ses excellents résultats, je ne doute pas qu'elle le sera aussi bientôt à l'échelle de l'Europe !

Le CNN représente plus de 800 adhérents, dont près de 500 sont mineurs, encadrés par 13 entraîneurs bénévoles ou salariés, et par des bénévoles très investis.

Le CNN propose des pratiques sportives diversifiées : natation enfant et adultes, aquagym, aquabike et bien sûr water-polo. Ses sportifs évoluent dans un équipement aquatique mis à disposition par Est-Ensemble-Grand Paris, et bientôt une piscine olympique conçue dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024.

Le club déploie en premier lieu un important travail sur l'apprentissage de la natation par les plus jeunes et le plus grand nombre, base de tout sport aquatique. Lorsqu'ils sont formés au water-polo, les jeunes filles et garçons reçoivent aussi le bénéfice éducatif d'un sport exigeant et porteur de valeurs.

Le corps, mais aussi la tête, grâce à la section sportive au collège Cassin et dès l'année prochaine au lycée Olympe de Gouges. Un véritable partenariat avec les établissements offre à ces sportifs prometteurs tous les outils pour bien construire leur avenir.

Et les résultats sportifs sont là : champions d'Île-de-France 13 ans, 15 ans et 17 ans et en finale des championnats de France de jeunes ; la relève se prépare, et elle peut rêver aux JOP Paris 2024.

Toute cette dynamique sportive a su trouver écho auprès de l'équipe Elite : depuis trois ans, se construit un groupe qui s'est sublimé cette année, pour arracher une 5ème place historique qualifiant le club pour la coupe d'Europe.

Cette coupe d'Europe, que le club avait goûté en octobre 2007 à Barcelone et qui voyait émerger les jeunes pousses du club : Mehdi Marzouki et Jonathan Moriame.

Ne soyons pas surpris qu'avec ce duo reconstitué depuis deux ans, le club ait réussi cette prouesse, et ceci, bien évidemment, avec le soutien sans faille de leur ville dynamique et sportive.

Aussi, pour faire face à cette réussite sportive, et aux frais financiers inhérents à cette participation à la coupe d'Europe, je demande au Conseil municipal d'approuver la subvention exceptionnelle de 15 000 euros au Cercle des Nageurs Noiséens.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000,

Considérant la volonté de la municipalité d'accompagner, de valoriser et de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives,

Considérant la qualification de l'association du Cercle des Nageurs Noiséens en coupe d'Europe pour la saison prochaine,

Considérant qu'il y a lieu de soutenir financièrement l'association dans le cadre de dépenses non budgétées pour la saison prochaine,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le versement de la subvention exceptionnelle à l'association du Cercle des Nageurs Noiséens pour un montant de 15 000 €.

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2019 à l'imputation 6574.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITE

La délibération est adoptée

VOEUX

VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » Directeur du théâtre

Monsieur le Maire, Monsieur l'adjoint à la culture,

Nous avons appris par « le bouche à oreille » que vous aviez décidé arbitrairement et sans aucune concertation préalable, de ne pas renouveler le contrat de travail du directeur du théâtre des Bergeries.

Considérant que cette décision est lourde de conséquences pour la personne concernée qui se retrouve sans emploi à quelques années de la retraite,

Considérant que cette décision n'a fait l'objet d'aucune information, ni d'aucun débat au sein de cette assemblée, ni au sein de la commission culture qui d'ailleurs ne se réunit quasiment jamais,

Considérant que vous n'avez même pas jugé utile d'informer et encore moins de consulter les membres élus du Conseil d'Administration du théâtre,

Considérant qu'avec plus de 800 abonné-e-s, un taux de fréquentation bien supérieur à celui de la plupart des établissements de même strate et les nombreuses actions éducatives menées en direction des enfants, des jeunes et des habitant-e-s des quartiers en Politique de la Ville, notre théâtre jouit d'une solide réputation et d'un rayonnement départemental et même régional,

Considérant la vive émotion que les fidèles usagère-er-s du théâtre et de sa programmation ont exprimée à l'annonce de cette décision, lors du dernier lever de rideau,

Le conseil municipal réuni le jeudi 13 juin demande :

- la tenue d'un Conseil d'Administration extraordinaire dédié à cette question et plus largement à celle de l'avenir de notre théâtre et de sa programmation
- une information en toute transparence à destination des usager-e-s
- que les missions de service public de cet équipement ainsi que son cahier des charges soient confirmés
- que tous les postes inscrits à l'organigramme soient pourvus afin de permettre à l'équipe de poursuivre toutes ses missions culturelles et éducatives.

Réponse de monsieur le Maire

Monsieur le Conseiller municipal

A la lecture de votre vœu, mais aussi à la lecture du tract que vous avez fait distribuer à l'entrée du théâtre le jour de la présentation de la nouvelle programmation de cet équipement, je me suis dit qu'il n'y avait plus aucune mesure dans les propos que les uns ou les autres pouvaient tenir à 10 mois des élections ! Ils ont été rédigés dans l'ignorance complète de la réalité dans laquelle se situe ce dossier. Et quand on ne connaît pas un dossier, on évite d'en parler.

S'agissant d'une personne physique, encore inscrite au tableau des effectifs, il me semble inique et irresponsable de vouloir transformer cette instance délibérante en tribunal.

Vous ne devriez pas ignorer que si la décision de créer ou supprimer un emploi est bien de la compétence de l'assemblée délibérante concernée, en revanche le recrutement, et donc la fin de contrat, ou toute autre décision individuelle liée à ce recrutement, est de la compétence de l'autorité territoriale.

Ainsi le choix de renouveler ou non telle personne, décision strictement individuelle et non liée à l'emploi considéré, n'est pas de la compétence de l'assemblée délibérante, quelle qu'elle soit. Et heureusement ! Le Conseil municipal devrait-il selon vous traiter publiquement, et donc à charge et à décharge, du renouvellement ou du non renouvellement des contrats des salariés de notre ville ?

Ce serait une bien curieuse conception de la gestion du personnel du service public.

Car sincèrement, faire croire que le non renouvellement d'un contrat, fait selon les formes, ayant respecté toutes les règles de droit, est une décision arbitraire, est une déformation de la vérité et de la réalité.

Pour les autres points, vous pourrez les aborder au prochain Conseil d'Administration du Théâtre, CA dans lequel nous aborderons tous les sujets souhaités.

Pour ce qui est de notre attachement au Théâtre des Bergeries, je pense que depuis plus de 9 ans nous l'avons très largement démontré !

Nous voterons contre

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

CONTRE	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
ABSTENTION	5	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », Corinne BORD
POUR	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

Le vœu est rejeté

VŒU DU « GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
Votation citoyenne sur le mode de gestion du service de l'eau

Monsieur le Maire,

Considérant que le conseil territoire du 28 mai 2019 a voté majoritairement le soutien à l'initiative des communes membres d'Est Ensemble d'organiser une votation citoyenne sur le mode de gestion du service de l'eau,

Considérant que les villes de Bagnolet, Montreuil, Bondy et Les Lilas se sont déjà engagées à organiser cette consultation citoyenne avant fin juin,

Considérant que les Noiséen-ne-s n'ont pas été consulté-e-s lorsque vous avez décidé de vous désolidariser des autres communes d'Est Ensemble en ré-adhérant au SEDIF,

Considérant que cette allégeance au SEDIF et à VEOLIA exclut de fait les Noiséennes et les Noiséens du débat démocratique sur le mode de gestion de ce bien commun,

Considérant qu'une votation citoyenne sur le mode de gestion de l'eau offrirait l'opportunité de mener en toute transparence et dans le respect des convictions des uns et des autres, un débat démocratique, argumenté et constructif avec les habitant-e-s de notre ville,

Le conseil municipal de Noisy-Le-Sec, réuni le 13 juin 2019 s'engage à organiser dans les meilleurs délais une votation citoyenne sur le mode de gestion de l'eau.

Réponse de monsieur le Maire

Monsieur le Conseiller municipal

Votre vœu pose à l'évidence de nombreuses questions de plusieurs ordres.

Nous voyons bien qu'il est purement politique et surtout idéologique. Et c'est bien là que le problème se pose.

Vous devriez pourtant savoir plusieurs choses, puisque vous êtes Conseiller territorial.

D'abord, c'est le Territoire Est Ensemble qui est compétent pour la gestion de l'eau sur le territoire de nos 9 villes. S'il y a une instance locale qui pourrait se lancer dans une vaste consultation citoyenne, c'est à l'échelon territorial et sous la responsabilité d'Est Ensemble que cette votation devrait être faite, et selon nous absolument pas au niveau communal. D'ailleurs, toute votation d'une commune sur une compétence qui ne relève pas des communes mais de l'Ept n'a aucune valeur juridique !

D'ailleurs, M. le Préfet se saisira probablement du dossier, sur la légalité de cette votation.

Deuxième élément, et pas des moindres, c'est que vous appelez les Maires à faire une votation sur le mode de gestion du service de l'eau.

Si nous suivons votre raisonnement, nous devrions tous pouvoir nous appuyer sur les fameuses et tant attendues études lancées depuis de nombreuses années par Est Ensemble, afin d'avoir un dossier de fond permettant aux citoyens d'Est Ensemble de pouvoir se prononcer en ayant connaissance des résultats de ces études, afin d'éclairer leurs choix.

Et pourtant, après de si nombreuses années, nous n'avons toujours pas les résultats de ces études ! Elles seraient annoncées pour début juillet !

Or, très sincèrement, demander l'avis des administrés sans qu'ils soient éclairés par des éléments objectifs, et donc, finalement, vouloir les consulter sur des arguments subjectifs, relève de la manipulation et de la démagogie.

Et enfin, les allégations de votre vœu sur une soi-disant allégeance de Noisy-le-Sec au Sedif et surtout à Véolia sont tout simplement scandaleuses.

Nous redisons haut et fort ce que vous ne voulez toujours pas entendre :

- Adhérer au Sedif permet d'avoir voix au chapitre et de participer aux décisions à venir. Ne plus en faire partie, alors que c'est le Sedif qui fournit en eau l'ensemble des villes d'Est Ensemble, au sein d'une convention voulue par tous, qui est toujours en cours et qui se terminera le 1^{er} janvier 2020, est d'une grande malhonnêteté intellectuelle.

- Et enfin, nous le disons et le redisons, nous ne sommes absolument pas opposé à un service public de l'eau, si c'est l'option la plus profitable à tous nos concitoyens. Mais il s'agit là d'une décision qui doit se prendre en toute transparence, en toute connaissance de cause, avec les éléments de contexte que les études doivent nous apporter. Ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui.

En fait, nous avons compris que vous n'avez jamais voulu, que vous ne voulez pas attendre le résultat des études pour faire un choix éclairé ! C'est une drôle conception de la démocratie !

Tel que vous le formulez, les conditions du débat démocratique que vous appelez de vos vœux ne sont pas réunies. C'est une attitude irresponsable, idéologique que vous soutenez ! Mais faut-il y voir un vœu purement électoral visant à tromper nos administrés, ou bien un positionnement démagogique ?

Vous avez évoqué des villes qui se sont engagées à des consultations citoyennes :

Bagnolet et Montreuil organiseront une votation le 30 juin ! Sincèrement, les études étant rendues publiques début juillet, je ne sais pas sur quoi ils vont consulter leurs administrés ! C'est incohérent et cela présage d'une grande manipulation !

Vous citez Bondy ! Or ce sera seulement une concertation des associations de la Ville !

« Aux Lilas » la votation est organisée par le Parti Socialiste ! C'est une vraie nouveauté, qui prouve bien que ce sujet est uniquement politique et orienté !

Quant à Pantin et au Pré-Saint-Gervais, elles n'organisent aucune votation.

Ce sont donc 2 villes sur les 9 d'Est Ensemble qui organisent une votation, sans connaître les résultats objectifs des études d'Est Ensemble ! Vous ne trouvez rien à redire ?

Je vous rappelle, et cela a été évoqué en Conseil de territoire, que les frais de cette votation pourraient entrer dans les comptes de campagne selon une étude faite par un cabinet mandaté par Est Ensemble !

Vous comprendrez que les conditions d'une vraie votation ne sont pas du tout réunies et nous ne voterons pas votre vœu.

Miloud GHERRAS et Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents)

CONTRE	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
POUR	10	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

Le vœu est rejeté

VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »

Collecte des déchets verts

Au conseil municipal du 14 juin 2018, nous avons proposé un vœu concernant le plan de ramassage des déchets verts qui a été voté à l'unanimité moins une voix. Nous en rappelons le contexte.

Au mois d'octobre 2017, Est-Ensemble avait décidé de modifier l'organisation du ramassage des déchets verts sur l'ensemble du territoire. Ce changement avait eu pour conséquence l'exclusion de près de la moitié du territoire de notre ville de la collecte au porte-à-porte de ces déchets. Très concrètement, ce sont au moins 645 jardins et jardinets qui s'étaient retrouvés évincés de cette collecte.

Face à cette suppression, la réponse d'Est Ensemble à plusieurs Noiséen-nés s'était bornée à leur proposer de se rendre à l'une des deux déchetteries de Bondy ou de Montreuil.

Dans votre réponse, vous nous disiez M le Maire : " *Sachez d'ailleurs, que je suis intervenu par courrier auprès de Gérard Cosme sur ce sujet le 4 décembre 2017, pour souligner notre désaccord avec cette solution et demander à Est Ensemble de revoir sa position sur ce changement de collecte.* "

Le vœu se concluait ainsi :

" Le Conseil municipal demande à Est Ensemble de reconsidérer cette nouvelle procédure afin de continuer d'assurer le tri à la source et de valoriser les déchets verts. Le Conseil municipal demande que soit réexaminée la sectorisation du passage du prestataire et notamment les secteurs semi-pavillonnaires concernés afin d'améliorer et d'ajuster au mieux la collecte des déchets verts. "

Entre-temps, Est Ensemble a décidé de placer six points de collecte dans la ville supposés pallier le manque. Ces points de dépôts, pas toujours collectés chaque semaine comme prévu, ont été et sont toujours régulièrement encombrés de déchets sauvages. Pour y accéder, nombre d'habitant.e.s doivent utiliser leurs véhicules, ce qui va à l'encontre des recommandations d'organismes officiels qui visent la baisse des émissions de carbone et de la politique de valorisation des déchets affichée par Est Ensemble.

Le 15 mars 2019, date de la reprise du ramassage des déchets verts, nous avons pu constater que la situation est inchangée malgré une augmentation du nombre de points de collecte. Est Ensemble a refusé d'apporter la moindre modification à ce dispositif. Le vœu de notre Conseil municipal a été purement et simplement ignoré ainsi que ma proposition au sein du groupe déchets du Territoire d'une collecte toutes les deux semaines au porte à porte de tous les habitats individuels.

Pourtant le constat de la comparaison des tonnages collectés à Noisy sur les deux dernières saisons est sans appel : 110, 78 tonnes de déchets verts de moins en 2018 qu'en 2017¹. Cela représente près de la moitié de la réduction de l'ensemble du territoire puisque cette baisse s'élève à 226.91 tonnes pour les neuf villes.

Nous ne pouvons de ce fait que réitérer notre demande précédente, à savoir :

Considérant que la suppression de la collecte des déchets verts au porte-à-porte dans les zones C3 a entraîné une régression du tri à la source et une baisse significative de 110 tonnes collectés en 2018 ;

Considérant que la suppression de cette collecte dans les quartiers concernés va à l'encontre de l'ambition affichée par Est Ensemble de trier à la source et de valoriser les déchets ;

Considérant que la proposition d'Est Ensemble consistant à utiliser son véhicule pour déposer ses déchets va à l'encontre des recommandations d'organismes officiels qui visent la baisse des émissions de carbone ;

Considérant que la solution des parcs de dépôts actuels bricolés avec des barrières Vauban, qui encombrent l'espace public, détériorent le paysage urbain n'est pas satisfaisante, de l'aveu même du groupe déchets de Est Ensemble² ;

¹ 2017 : 354,78 tonnes - 2018 : 244 tonnes (Données fournies par le groupe " déchets verts " de Est ensemble au cours de sa réunion du 21 janvier 2019).

² Le groupe " déchets verts " de Est Ensemble a constaté que la moitié des parcs à déchets verts comptaient beaucoup de dépôts sauvages.

Considérant qu'à fiscalité égale, un grand nombre d'habitant-es de Noisy-le-sec ne bénéficie plus d'un égal accès à ce service public ;
Considérant le coût minime que la proposition d'une collecte toutes les deux semaines entraînerait pour Est Ensemble ;

Le Conseil municipal demande à Est Ensemble de reconsidérer cette procédure afin de continuer d'assurer le tri à la source au porte à porte au sein de tous les habitats individuels afin de valoriser les déchets verts.

Le Conseil municipal propose, parmi les pistes possibles, l'organisation d'une collecte bi-mensuelle des déchets verts au porte-à-porte sur l'ensemble de la ville.

Réponse de monsieur le Maire

Monsieur le Conseiller municipal

Vous avez bien fait de rappeler le contexte dans votre vœu, et de rappeler que nous avons quasi tous émis un vœu d'améliorer la collecte des déchets verts à Noisy-le-Sec.

Cela fait partie de ces longues négociations que nous avons avec Est Ensemble, et des propositions d'amélioration de ce service.

Plusieurs observations par rapport à ce vœu :

La première, est que nous nous battons effectivement pour négocier le meilleur service possible de ramassage des déchets verts sur la ville, et qu'à l'évidence, Est Ensemble essaie, à coût constant, de proposer des solutions sur les zones pavillonnaires. Il apparaît qu'Est Ensemble ne veut pas étendre ce ramassage à toute la Ville notamment dans les zones non pavillonnaires et que cela exclut parfois de petites zones.

C'est la raison pour laquelle nous concentrons nos demandes pour élargir ce périmètre pavillonnaire !

En l'occurrence, nous échangeons avec Est Ensemble depuis notre vœu pour que soient étudiées des solutions. C'est long et fastidieux. Cependant, les services viennent de confirmer la demande de mettre en place dans les meilleurs délais la collecte en porte à porte des déchets verts sur certaines rues pavillonnaires de la zone Carnot/ Michelet. Il est en parallèle acté que sur ce même secteur la collecte des ordures ménagères passera de 3 passages hebdomadaires à 2. Concernant le reste de la ville, les parcs à déchets verts sont maintenus, avec une fréquence de ramassage hebdomadaire.

Sachez également que le scénario de collecte des déchets verts en porte à porte sur l'ensemble de la ville tous les 15 jours a été étudié tant sur des critères économiques, que techniques. Il n'a pas été retenu par Est Ensemble, car le retour d'expérience d'Est Ensemble sur la ville de Bondy est particulièrement mauvais là où ce système a été mis en place dans certains secteurs.

D'abord il a été observé que sous 15 jours, le fond des sacs papiers pourrissaient et se perçaient en raison de l'accumulation des déchets et de d'humidité. Ensuite, On a en effet assisté à l'accumulation récurrente de sacs de déchets verts dans les rues pendant toute la saison, les usagers ne respectant pas les jours de collecte tous les 15 jours.

Concernant la mise en place du scénario retenu, les dispositions suivantes sont demandées, à savoir :

- la mise en place de point de collecte plus pérennes et dont l'esthétique est à étudier entre les services techniques de la ville et d'Est Ensemble, car en effet, les barrières telles qu'elles sont mises en place ne sont pas satisfaisantes,*
- la collecte des points d'apport volontaire - parcs à déchets verts - en début de semaine (au lieu du vendredi actuellement), afin de limiter les dépôts sauvages dans les parcs à déchets verts*
- le déploiement en amont des supports de communication actualisés par Est Ensemble*

Et permettez-moi de déplorer l'attitude de certains Noiséens qui se servent des lieux de collectes pour y mettre n'importe quoi ! Nous devons renforcer la signalétique de ces parcs.

Aussi, au vue de ces éléments de réponse et compte tenu du dialogue entamé avec est Ensemble, j'aurais aimé vous dire que nous voterions votre vœu, comme nous l'avions fait la dernière fois, mais le principe de réalité et les négociations en cours pour améliorer ce service ne permettent pas de le voter en l'état.

Miloud GHERRAS et Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents)

CONTRE	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

Le vœu est rejeté

VOEU DU « GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » Amiante

Nous ne sommes pas sortis du cauchemar de l'amiante....

Considérant que toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) et l'Union Européenne.

Considérant que l'amiante est présent dans de nombreux bâtiments et équipements publics construits avant 1997 (cf. rapport 2016 de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement).

Considérant que l'amiante représente un risque pour la santé des élèves, des enseignants et des personnels et que des dizaines de milliers de décès sont attendus dans les prochaines années.

Considérant le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (version consolidée au 09 juin 2019).

Considérant l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » (version consolidée au 09 juin 2019).

Considérant l'interpellation du collectif Urgence Amiante Écoles.

Afin de prévenir d'éventuelles expositions des enfants et des personnels à ce cancérogène, il est urgent d'agir et de sortir du déni. Notre groupe demande au conseil municipal de solliciter les services pour :

- qu'un dossier technique amiante (DTA, obligatoire depuis 2001) soit remis à chaque Directeur d'école et consultable par les parents d'élèves.
- qu'un diagnostic amiante soit établi pour chaque bâtiment public noiséen afin de prioriser les travaux les plus urgents et d'établir un calendrier d'actions.
- qu'un plan de désamiantage des bâtiments communaux soit présenté à un prochain conseil municipal.

Réponse de monsieur le Maire

Monsieur le Conseiller municipal

Bien évidemment, il y a un diagnostic technique amiante pour chacun des bâtiments communaux, dont bien évidemment les écoles.

Les DTA ont été mis à la disposition des chefs d'établissements et des services concernés de la collectivité, sur demande, dans une note du 31 mars 2017 adressée à l'ensemble des services de la Collectivité, du Directeur Général Adjoint des services Techniques Monsieur Christophe Félix, qui donnait les modalités de réalisation et de consultation des DTA.

Conformément au code de la santé publique, ces rapports de diagnostics n'ont pas de limite de validité sauf ceux qui mentionnent la présence d'amiante. Leur durée est alors de trois ans maximum. Lors de la dernière campagne de diagnostic réalisée sur les établissements de la ville, aucun rapport ne faisait mention de la nécessité de réaliser des travaux. Pour votre parfaite information, sachez qu'un marché est en cours de passation pour l'actualisation de ces diagnostics.

Rappelons quand même que l'amiante présente un risque pour la santé seulement lorsque des fibres sont en suspension dans l'air et que les usagers les respirent.

L'employeur est tenu de procéder au retrait des matériaux amiantés s'il existe un risque établi par le diagnostic ou dès lors qu'une intervention est programmée.

A chaque fois que des travaux sont réalisés dans des bâtiments communaux, les services respectent strictement cette procédure en faisant réaliser des DAT (diagnostics avant travaux). Toutes les dispositions concernant l'amiante sont rappelées dans le code de santé publique pour les usagers et le code du travail en ce qui concerne les agents.

Voilà des éléments concrets sur la situation dans les bâtiments de la Ville.

En résumé, chaque Directeur d'établissement a accès au DTA, chaque bâtiment a fait l'objet d'un rapport, aucun ne présente de danger pour les agents et les éventuels usagers les fréquentant. A chaque travaux, toutes les précautions sont prises et l'amiante enlevée selon la réglementation stricte en vigueur.

J'espère surtout que ce vœu n'est pas pour vous l'occasion d'agiter des chiffons rouges pour faire peur à la population, aux parents, aux enfants, aux directeurs d'écoles et aux enseignants !

Ce serait particulièrement irresponsable !

Rappelons que le danger de l'amiante est largement reconnu depuis 1945, puis soulevé à maintes occasions dont plus particulièrement en 1971. Enfin interdite en 1997.

J'espère donc que depuis ces années-là, nos prédécesseurs avaient pris toutes les précautions d'usage pour que nos bâtiments communaux et nos écoles ne contiennent pas d'amiante. Malheureusement j'en doute.

Alors que nous respectons scrupuleusement les réglementations en cours, la responsabilité de ceux qui ont poursuivi la construction de bâtiments contenant de l'amiante serait alors énorme !

Puisque ce que vous demandez a été fait, nous votons contre.

Miloud GHERRAS et Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents)

CONTRE	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

Le vœu est rejeté

La séance est levée à 00h47